


L'ÉCHEC DE L'INTERVENTIONNISME AMÉRICAIN
DANS LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME EN
AFGHANISTAN ENTRE 2001 ET 2021 ET LES
REPERCUSSIONS SUBSEQUENTES SUR LA
POPULATION AFGHANE

SOUMIS DANS LE CADRE DU MÉMOIRE DE RECHERCHE DU PROGRAMME DE
MAÎTRISE EN AFFAIRES PUBLIQUES ET INTERNATIONALES

Gnaviksha Devi Bhujun

L'Université d'Ottawa

25 septembre 2024



Remerciements

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à toutes les personnes qui ont contribué, de près ou de loin, à l'aboutissement de ce mémoire.

Je remercie tout particulièrement mon directeur de recherche, Thomas Juneau, pour son encadrement, ses conseils avisés, sa patience, et son soutien constant tout au long de ce projet. Ses encouragements et sa disponibilité m'ont permis de surmonter les défis que j'ai rencontrés et d'améliorer la qualité de mon travail.

Je souhaite également remercier les professeurs du programme de Maîtrise en affaires publiques et internationales à l'Université d'Ottawa, dont les enseignements et les discussions ont enrichi ma réflexion et nourri mon intérêt pour le sujet de ce mémoire.

Je tiens également à exprimer ma profonde reconnaissance à mon papa, Satyendranath Bhujun. Mon arrivée au Canada et ces sept dernières années d'études n'auraient pas été possibles sans lui. Pour tous les efforts de travail et les sacrifices qu'il a consentis depuis mon enfance afin que je puisse aujourd'hui clôturer ma maîtrise, je lui adresse mes plus sincères remerciements. Son amour, son dévouement et son soutien inébranlable tout au long de mon parcours m'ont donné la force de mener à bien ce travail.

Table des matières

Introduction :	3
Développement :	5
I. La guerre d’Afghanistan ou la guerre contre le terrorisme ?	5
a. Les prémisses de la guerre d’Afghanistan de 2001	5
i. L’Afghanistan : une position géographique difficile	5
ii. Une instabilité politique préexistante	7
iii. Le niveau de vie en Afghanistan : au cœur d’une réalité violente et précaire	9
b. Les États-Unis et le terrorisme	9
i. L’émergence des seigneurs de guerre	9
ii. L’Afghanistan : le sanctuaire du groupe terroriste Al-Qaïda	10
iii. L’anti-américanisme d’Oussama Ben Laden	11
c. Les attentats du 11 septembre 2001	12
i. La stratégie d’Al-Qaïda du 11 septembre 2001	12
ii. L’opération « Enduring Freedom » et ses objectifs abstraits	13
iii. Une faiblesse dans l’incapacité à dissocier Al-Qaïda des talibans	15
II. Les causes de l’échec américain en 2021 : une série de faux pas	18
a. La stratégie militaire talibane contre la stratégie militaire américaine	18
i. Une stratégie talibane plus rapide et moins coûteuse	18
ii. Une stratégie américaine axée sur l’arme aérienne, les bombardements massifs et la cooptation tribale	19
iii. Le rôle ambigu du Pakistan	22
b. Les coûts excessifs de l’intervention américaine	24
i. Un fiasco financier	24
ii. Un fiasco humain	27
c. L’échec de la démocratisation de l’Afghanistan	29
i. Le manque de soutien américain dans la création des corps de sécurité afghans : ANA, ANP et la cour de justice	30
ii. La contribution américaine dans l’échec de la mission d’assistance de l’ONU : UNAMA	34
III. Un Afghanistan post-américain : les répercussions subséquentes sur la population afghane	39
a. Le retrait des troupes américaines en 2021	40
i. Les raisons politiques	40
ii. Les raisons stratégiques	41
iii. Les raisons diplomatiques	42
b. L’Afghanistan des talibans	44
i. Le rôle et la présence Américaine aujourd’hui (poids, place, implication)	44
ii. La structure gouvernementale afghane en 2021 : au cœur d’un système politique théocratique	46
iii. Les conditions de vie de la société afghane	48
c. Recommandations et perspectives d’avenir	52
i. Renforcement de la gouvernance et de la justice	52
ii. Développement socio-économique	55
iii. Maintenir l’engagement international	57
Conclusion	60
Bibliographie :	63

Introduction :

Les États-Unis, autrefois audacieux sur la scène mondiale grâce à des initiatives telles que le Plan Marshall après la Seconde Guerre mondiale, voient leur influence décliner au début du XXIe siècle. La montée en puissance du tiers-monde et l'émergence du terrorisme ont changé la donne géopolitique. La guerre contre le terrorisme, déclenchée après les attentats du 11 septembre 2001, a conduit à une intervention militaire américaine en Afghanistan pour capturer Oussama Ben Laden. Cela a déclenché une série de conflits avec les talibans et d'autres groupes armés, entraînant le retrait des troupes américaines à partir de 2014 et la prise de pouvoir officielle des talibans en Afghanistan en 2021.

Ce travail de recherche vise à examiner les causes qui expliquent l'échec des interventions américaines dans la lutte contre le terrorisme en Afghanistan de 2001 à 2021, ainsi que les conséquences sur la population afghane depuis le retour au pouvoir des talibans en 2021. La problématique centrale se pose ainsi : quelles sont les principales causes de l'échec de l'interventionnisme américain dans sa lutte contre le terrorisme en Afghanistan entre 2001 et 2021 ? Quelles sont les répercussions subséquentes sur la population afghane jusqu'à ce jour, et quelles recommandations pouvons-nous formuler pour améliorer la situation de l'Afghanistan d'aujourd'hui ? L'hypothèse à explorer est que l'échec de l'interventionnisme américain se manifeste d'abord par l'absence de définition claire des objectifs en 2001, puis par une stratégie coûteuse et inefficace comparée à celle des talibans jusqu'en 2021, ainsi qu'un manque de soutien américain dans la volonté de reconstruction étatique, incompatible avec la réalité afghane.

Dans notre analyse, nous approfondirons chacune de ces quatre causes principales pour mieux comprendre leur impact sur le déroulement de la guerre en Afghanistan et leurs conséquences sur la population afghane.

Premièrement, en examinant les prémices de la guerre d'Afghanistan, nous plongerons dans les origines du conflit et mettrons en lumière les dynamiques entre les principaux acteurs, à savoir les États-Unis, Al-Qaïda et les talibans. Nous étudierons également le contexte politique, économique et social de l'Afghanistan avant et pendant le conflit, en analysant comment ces facteurs ont contribué à façonner les événements qui ont suivi. Deuxièmement, nous nous pencherons sur la stratégie américaine dans le conflit afghan, en mettant en évidence sa lenteur et son coût élevé par rapport aux tactiques utilisées par les forces talibanes. Nous évaluerons les implications financières et humaines de cette stratégie, en examinant comment elle a affecté non seulement les ressources matérielles des États-Unis, mais aussi le moral et l'engagement de leurs troupes. Dans un troisième temps, nous nous attarderons sur les tentatives de reconstruction étatique menées par les États-Unis en Afghanistan. Nous soulignerons les défis rencontrés et le manque de soutien dans l'application des normes démocratiques occidentales dans un contexte culturel et politique différent, et nous analyserons comment ces efforts ont eu un impact sur l'inefficacité globale des interventions américaines dans le pays. Enfin, nous analysons la situation en Afghanistan depuis le retrait en 2021, en examinant précisément les raisons politiques, stratégiques et diplomatiques du retrait; ainsi que les séquelles qu'auront laissé ces échecs sur la population afghane afin de mieux mettre en lumière les défis auxquels elle a été confrontée. Les conséquences de la guerre sur les civils, tant sur le plan humanitaire, politique, que socio-économique sont essentielles à considérer pour évaluer

l'impact global de l'intervention américaine. Puis, sur la base de ces analyses approfondies, nous formulerons des recommandations pertinentes pour l'avenir. Ces recommandations incluent des ajustements de stratégie pour une intervention plus efficace à l'avenir, des approches plus sensibles aux réalités locales lors de la reconstruction étatique, ainsi que des mesures visant à atténuer les souffrances de la population afghane et à favoriser sa stabilité politique, et socio-économique à long terme.

Développement :

I. La guerre d'Afghanistan ou la guerre contre le terrorisme ?

Cette question pose les bases de l'intervention américaine en Afghanistan en 2001. Qui est la cible de ce conflit - l'Afghanistan tout entier, les talibans, ou les terroristes ? Qui sont-ils réellement et pourquoi les États-Unis sont les déclencheurs de cette guerre ? En d'autres mots, qu'est-ce qui est à l'origine de ce conflit ? Nous analyserons dans cette première partie les prémisses de la guerre d'Afghanistan, la relation entre les États-Unis et le terrorisme et enfin, la position américaine au début de la guerre en 2001.

a. Les prémisses de la guerre d'Afghanistan de 2001

i. L'Afghanistan : une position géographique difficile

L'Afghanistan est un pays d'Asie centrale, dont la capitale est Kaboul et pesait avant la guerre de 2001, près de 20 millions d'habitants contre 30 millions en 2010 et près de 40 millions en 2021, soit le double à la fin de la guerre¹. S'inscrivant sur une superficie de 652 092 km, elle partage ses frontières avec le Pakistan, l'Iran, l'Ouzbékistan, le

¹ Data Commons -Banque Mondiale, 2021

Turkménistan, le Tadjikistan et la Chine.² La population a longtemps été inégalement répartie avec une majorité se situant à l'est, autour de Kaboul et le reste au nord et dans certaines zones de l'ouest et du sud du pays. La majorité des habitants est musulmane avec 77% de sunnites et le 22% de chiites.³ Cette répartition inégale de la population se traduit par deux raisons principalement géographiques : les montagnes et le climat. En effet, l'Afghanistan est un pays très montagneux, rendant l'agriculture difficile et obligeant la population de migrer vers le centre où les terres sont plus creuses. Ces montagnes à hauteur de 4000 à 5000 mètres d'altitude témoignent des nombreuses luttes dont a été victimes le pays, par les traces d'obus et de traces de restes d'irrigations.⁴

« Joseph Kessel décrit ce paysage de désolation : « gris, grise d'un gris sénile et morne, était la croûte du roc sur le flancs, les arrêtes, les aiguilles. Une sorte de cendre grenue et funèbre couvrait la montagne colossale, en tous ces jaillissements, tous ces retraits, jusqu'aux pans du ciel glacé, dépoli, qui lui servaient d'horizon. » »⁵.

« Cette domination grise » fait d'une part référence aux conditions climatiques difficiles qui se traduisent par les sécheresses, la déforestation et les températures extrêmes, avec 40°C en été contre -20°C en hiver.⁶

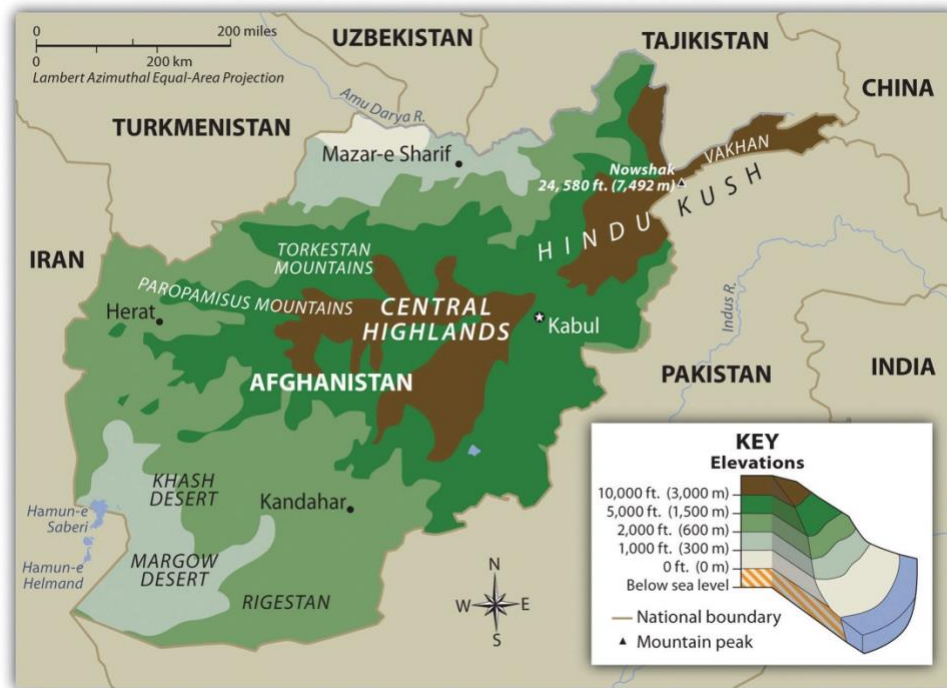
² Jean-Charles Jauffret, 2010

³ *Ibid.* p.13

⁴ Christine F. Ridout p.175

⁵ Jean-Charles Jauffret, 2010

⁶ *Ibid.* p.13



Source : *World Regional Geography: People, Places and Globalization, Chapitre 8.7 Central Asia and Afghanistan*

ii. Une instabilité politique préexistante

D'autre part, « cette domination grise » fait référence au lourd passé conflictuel de l'Afghanistan. Dès l'ère précoloniale, l'Afghanistan est sujet de conquête par les Anglais, dont le premier conflit commencera en 1838 jusqu'en 1842. À partir de la deuxième moitié du XXe siècle, l'Afghanistan se transforme en un terrain de toute sorte de guerres : « de la lutte contre l'étranger, aux guerres civiles, aux conflits idéologiques, aux transformations sociales et économiques forcées ou inquisitions religieuses »⁷. Le 17 juillet 1973 est proclamé la République de l'Afghanistan par un coup d'État non violent de Mohammed Daoud Khan succédant après 40 ans de règne à son cousin Muhammad Zahir Chah.⁸ La raison principale de ce coup d'État pacifique relève de son incapacité de moderniser le

⁷ *Ibid.* p.11

⁸ Ridout, 1975

pays, découlant sur des crises économiques et une famine sévère. Fortement soutenu par les communistes, Mohammed Daoud Khan s'autoproclame président, tout en nouant des liens forts avec l'URSS et le PDPA (le Parti communiste afghan). Cependant, leurs relations vont vite se détériorer, ce qui découlera en 1978 un nouveau coup d'état appelé la Révolution de Saur. Lors de cette révolution, les communistes du « Khalq » (peuple) ont envahi le palais présidentiel et ont exécuté toute la famille Daoud Khan : marquant le 30 avril 1978, la naissance de la République Démocratique d'Afghanistan.⁹ Le règne soviétique en Afghanistan durera jusqu'en 1989, et se résumera par « une série de réformes sociales (suppression de la dot des femmes), économiques (réforme agraire), et culturelles, dont une campagne d'alphabétisation »¹⁰. Ce non-respect des traditions et de la culture afghane entraîne une guerre civile opposant divers acteurs dont la population, des guérillas affiliées à des partis politiques. En pleine guerre froide, les Soviétiques se voient donc affaiblir et se voyant obligé de déployer leur armée autour des montagnes afghanes, car ils craignaient des rebelles afghans appelés les moudjahidin (axé sur la religion traditionnelle islamique). Ces derniers, soutenus par les États-Unis, l'Arabie Saoudite et le Pakistan, tant financièrement que par les armes, finissent par renverser les Soviétiques au pouvoir. Il est également important de noter qu'un des financiers principaux se prénomait Oussama Ben Laden. L'armée soviétique quitte ainsi officiellement l'Afghanistan en 1989 et les moudjahidin prennent le pouvoir et déclarent : l'État Islamique d'Afghanistan.

⁹ Jean-Charles Jauffret, 2010 p.15

¹⁰ *Ibid.*

iii. Le niveau de vie en Afghanistan : au cœur d'une réalité violente et précaire

Entre famine, destructions et abandons des espaces agricoles, tortures, destructions des villes et villages, de même que des sources empoisonnées, l'Afghanistan s'est rapidement transformé en un carrefour du chaos. En effet, ces enchaînements de conflits ont eu de nombreuses répercussions sur le quotidien de la population afghane. En analysant l'évolution démographique de l'Afghanistan, on constate que plus 1.3 million d'afghans sont morts pendant le règne prosoviétique, et qu'un premier exode de la population vers l'Iran et le Pakistan de plus de 5 millions d'habitants dès 1972 est perçu.¹¹ L'Afghanistan voit également « 42% des enfants de moins de 5 ans mourir par manque de nourriture et de soins, et une espérance de vie ne dépassant pas 44 ans »¹². De plus, on note qu'entre « 1978 et 1989, la guerre [aura tué] 9% de la population afghane, un autre tiers fuit le pays et 11% furent transformés en réfugiés dans leur propre pays après avoir souvent migré vers les villes »¹³. Cela nous montre que la notion même « d'État-nation » a perdu tout son sens. Le système éducatif est également victime des effets des guerres car le pays pèse 70% d'illettrés entre 1978 et 1989.¹⁴

b. Les États-Unis et le terrorisme

i. L'émergence des seigneurs de guerre

Une nouvelle force politique fondée par Mollah Omar et provenant des zones rurales apparaît sur la scène afghane en 1994 : les étudiants de la religion aussi connus comme les talibans. Leur objectif est de libérer le pays des moudjahidin qu'ils accusent de

¹¹ Céline Marangé, 2021 p.97

¹² *Ibid.* p.11

¹³ UNODC, n.d.

¹⁴ Jauffret J. 2010, p.11

corruption et responsables de l'instabilité du pays. Ils promettent donc aux citoyens le retour de la sécurité et de la stabilité du pays basé sur l'application de la charia (c'est-à-dire la loi islamique). Se situant initialement dans le sud du pays et ils gagnent rapidement la confiance du peuple et prennent du terrain en s'emparant des villes de Kandahar en 1994, de Herat en 1995 et de Jalalabad puis Kaboul le 27 septembre 1996 : cette ère talibane proclame l'Émirat Islamique d'Afghanistan.¹⁵ Toutefois, leur interprétation très stricte de la charia, comme base fondamentale de la société fait donc naître de nouvelles réglementations, allant à l'encontre de nombreux droits humains. En effet, les femmes se voyant obliger de porter le voile; perdent leur droit à l'éducation et à l'emploi et se voient torturer en cas de désobéissances aux principes des talibans.¹⁶ Encore une fois, l'espoir de la population en une nouvelle force politique s'envole au profit du retour de la peur et de la terreur constantes. D'autres formes de réglementations entrent en vigueur, comme la limitation des chaînes de télévision talibane; l'interdiction d'écouter de la musique, et d'aller au cinéma.¹⁷ Leur règne va durer cinq ans, soit en 2001 jusqu'à l'opération « Enduring Freedom » par les États-Unis.

ii. L'Afghanistan : le sanctuaire du groupe terroriste Al-Qaïda

En 1988 apparaît Al-Qaïda : un groupe terroriste né dans la période prosoviétique ayant pour but initial de combattre les communistes. À sa tête, Oussama Ben Laden, un des principaux financiers des armements des moudjahidins souhaite répandre auprès de ces derniers, le sentiment du *jihad*, en promouvant la culture du martyr et du sacrifice de soi.¹⁸ En effet, en attachant leur idéologie à la charia, l'objectif initial était de s'autosacrifier pour

¹⁵ Yung Jason, 2007

¹⁶ Louise Bernard, 2021

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ Anne Stenersen, 2017 p. 166

son dieu (Allah), contre les dirigeants opposants (les communistes), qui bafouaient la tradition islamique. Cependant, l'objectif des groupes terroristes a pris une ampleur internationale aujourd'hui.

iii. L'anti-américanisme d'Oussama Ben Laden

De nos jours, les jihadistes s'opposent aux envahisseurs étrangers qui n'adhèrent et n'appartiennent pas à leur religion. Cette volonté d'attaquer à l'internationale provient d'une distorsion entre leur chef Oussama Ben Laden et les États-Unis. En effet, sa colère anti-américaine s'est développée lors de l'arrivée des troupes américaines en Arabie Saoudite, après la Première Guerre du Golfe en 1991, et s'est accentuée lors de l'échec de sa (Oussama Ben Laden) tentative de réformer le Soudan en 1996.¹⁹ Il fut alors chassé par les Américains et s'est exilé en Afghanistan, sous la protection d'Engineer Mahmoud, un ancien combattant de la guerre afghan-Soviétique.²⁰ Dès son arrivée en Afghanistan, il met en place un processus de recrutement de combattants afin de pouvoir se venger des États-Unis. Il fut alors inspiré par d'autres groupes terroristes dont le Groupe Islamique Armé (GIA) et le Jihad islamique égyptien (EIJ), et élabore une nouvelle stratégie à plus grande échelle, comme meilleur moyen de vaincre les États-Unis : ainsi, selon leur logique, « attaquer les États-Unis sur leur propre territoire tuerait moins de musulmans innocents que s'ils les attaquaient à l'intérieur d'un pays musulman »²¹.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ *Ibid.* p.167

²¹ *Ibid.*

c. Les attentats du 11 septembre 2001

i. La stratégie d'Al-Qaïda du 11 septembre 2001

Al-Qaïda mettra en place deux attaques contre les États-Unis : le bombardement du USS Cole le 12 octobre 2000 à Aden au Yémen et les attentats du 11 septembre 2001 à New York. L'attentat du navire militaire USS Cole a été un succès en ayant fait 17 victimes, et aucune réponse des États-Unis.²² En ce qui concerne les attentats du 11 septembre, la préparation de cette attaque commencée en 1999 fut minutieuse, notamment par la mise en place de nombreux centres d'entraînement, mais resta dans les faits très incertaine : en analysant la conversation entre Oussama Ben Laden et un Saoudien Shaykh, nous remarquons qu'il avait calculé le nombre approximatif de victimes, le nombre d'étages du World Trade Center touchés, soit trois à quatre étages et la possibilité de l'effondrement des deux tours suites aux chocs.²³ Mais son incertitude était la réaction des États-Unis et l'efficacité de sa stratégie en pratique. On note également qu'Oussama Ben Laden prévoyait la contre-attaque des États-Unis et avait préparé le terrain afghan, auprès de ses protecteurs talibans pour toute réplique future des États-Unis.²⁴ Cependant, leur réponse a été plus tôt que prévue.

Le 11 septembre 2001, quatre avions sont détournés. Les deux premiers avions (le vol 11 et le vol 175) partant de Boston à Los Angeles ont été détournés dans les alentours de 8:30 du matin.²⁵ À 8:46, le premier avion finit par percuter la tour nord du World Trade Center à New York.²⁶ Douze minutes plus tard, le deuxième avion frappe la seconde tour.

²² Naval History and Heritage Command, 2024

²³ Anne Stenersen, 2017 p.173

²⁴ *Ibid.*

²⁵ 911memorial, n.d

²⁶ *Ibid.*

L'effondrement des deux tours jumelles, symbole de la puissance économique américaine, est une première victoire incarnant la puissance islamique sur la scène internationale. Parallèlement, deux autres avions sont détournés : un partant de Washington à Los Angeles (vol 77) et l'autre de New York en direction de San Francisco (vol 93). Le vol 77 finit par s'écraser sur le Pentagone, le bâtiment de la Défense des États-Unis. Enfin, le dernier avion finit par s'écraser dans un champ en Pennsylvanie. Le monde a assisté et moins de deux heures, à l'attentat le plus meurtrier au monde, faisant 2977 morts.²⁷ Ce choix de bâtiments clés et historiques joue un rôle central dans la stratégie d'Oussama Ben Laden : en attaquant sa Défense et sa force économique, les États-Unis sont à genoux face au mouvement d'Al-Qaïda.

ii. L'opération « Enduring Freedom » et ses objectifs abstraits

À la suite des attentats, George W. Bush lance l'opération offensive « Enduring Freedom » le 7 octobre 2001 : c'est la guerre contre le terrorisme. Nous verrons dans cette partie que les objectifs des Américains dans cette opération n'ont jamais été clairs, facteur qui fragilisera l'ensemble de leur intervention et conduira à leur échec. En effet, le but initial des troupes américaines et britanniques était de capturer Oussama Ben Laden. Les États-Unis déclarent alors la guerre aux talibans, refusant de leur livrer Oussama Ben Laden. Ils s'emparent donc de Kaboul et ces derniers (les talibans et Al-Qaïda) sont obligés de fuir dans les montagnes au nord du Pakistan : leur départ marque la fin du régime taliban en fin 2001. Les talibans et Al-Qaïda s'installent donc dans les zones tribales du Pakistan (FATA), plus précisément dans le sud-Waziristan.²⁸ De 2002 à 2011, l'opération « Enduring Freedom » connaît plusieurs phases stratégiques, sans nécessairement se

²⁷ *Ibid.*

²⁸ Ahmed Rashid, 2013 p.218

focaliser à long terme sur une seule. De 2002 à 2006 le focus est mis sur la phase de contre-insurrection, c'est à dire combattre et neutraliser les mouvements insurrectionnels ou rebelles qui reprenaient du terrain au sein du pays. Les attaques se sont intensifiées, avec une augmentation des attentats suicides, des embuscades et des attaques à la bombe.²⁹ La stratégie américaine en matière de contre-insurrection s'est rapidement dispersée au profit du développement économique. En effet, l'accent mis sur la reconstruction et le soutien au développement économique était crucial, mais il manquait une stratégie cohérente pour traiter directement l'insurrection croissante des talibans et d'Al-Qaïda. La focalisation sur la reconstruction a donc éclipsé la nécessité de stratégies militaires adaptées aux guerres de guérilla. De ce fait l'incapacité à anticiper et à répondre efficacement aux tactiques des insurgés a montré une stratégie qui semblait abstraite par rapport aux besoins immédiats. En 2009, le président Obama mettra en place une nouvelle stratégie de contre-insurrection l'opération « le trident de Neptune », déployant 30 000 soldats américains du Navy Seal.³⁰ Cette stratégie, bien que perçue comme un succès en atteignant l'objectif principal des États-Unis – la mort d'Oussama Ben Laden – ne saura masquer ses limites. Ben Laden sera tué dans la nuit du 1^{er} au 2 mai 2011 à Abbottabad au Pakistan.³¹ La mort du chef d'Al-Qaïda n'est-elle pas censée mettre fin à la guerre contre le terrorisme, maintenant l'objectif atteint ?

Dans le rapport stratégique officiel des États-Unis, le Général Douglas Lute affirme que son équipe et lui-même n'avaient très peu d'information sur l'Afghanistan et les actions qu'ils devaient mener à partir de mai 2011.³² Cette illusion de victoire incarnée par la mort

²⁹ Raghav Sharma, 2009

³⁰ Marie Sophie Joubert, 2009

³¹ Assessment of U.S. strategy and operations in Afghanistan and the way ahead, 2009

³² *Ibid.*

d'Oussama Ben Laden a motivé les troupes américaines d'encore plus étendre leur objectif de reconstruire les fondements étatiques de l'Afghanistan basé sur les idéologies démocratiques. Ils avaient donc de nouveaux objectifs, contraires à leurs buts initiaux tels que renforcer la sécurité en Afghanistan, bâtir une nouvelle armée (nommé ANA), faire des interventions humanitaires, en plus mener une guerre contre les talibans et les autres acteurs terroristes jugés suspects dans les attentats du 11 septembre 2001, dont Saddam Hussein. L'ensemble de ces éléments démontrent la confusion des troupes américaines et l'imprécision continue de leurs objectifs et ceux, depuis le début de leur intervention en Afghanistan.

C'est ainsi que cette première partie permet au lecteur de mieux saisir l'envergure de l'entrée en guerre des États-Unis contre le terrorisme en fin 2001 et l'instabilité de son intervention dès le début, incarnée par les objectifs abstraits. Le chaos était déjà bel et bien présent en Afghanistan depuis 1973, et ce déclenchement de la guerre contre le terrorisme n'a qu'accentué la terreur et la précarité dans le pays. Les États-Unis, confus dans leur véritable rôle sur le territoire afghan, choisiront de jouer les héros en voulant restaurer la paix et développer le pays, les amenant à long terme, à leur propre perte.

iii. Une faiblesse dans l'incapacité à dissocier Al-Qaïda des talibans

Dans le bain des objectifs imprécis, les Américains n'ont pas été en mesure de clairement distinguer l'ennemi et structurer leurs stratégies en fonction de ces derniers. Il est important d'analyser ce phénomène qui a également contribué à leur échec. En effet, on note que les talibans et Al-Qaïda se déplaçaient « en portant les mêmes casques et pantalons amples que les habitants, se fondant ainsi dans la population. Le simple fait de porter un fusil AK-47 ne signifiait pas automatiquement qu'ils étaient les ennemis de

l'Amérique ». ³³ De plus, bien que les deux groupes partagent une idéologie islamiste radicale et une histoire de coopération, ils diffèrent significativement dans leurs objectifs, leur structure organisationnelle, leur relation avec les populations locales, leurs ambitions territoriales, et leurs cibles d'attaques. En effet, les deux groupes prônent une application stricte de la loi islamique (charia) et rejettent les valeurs occidentales. Nous avons vu qu'ils ont étroitement collaboré, lorsque les Talibans ont offert un sanctuaire à Al-Qaïda en Afghanistan, permettant à ce dernier de planifier et de lancer des attaques, y compris les attentats du 11 septembre 2001. Toutefois, il est important de mettre en lumière leurs objectifs et structure différentes : Al-Qaïda a une orientation globaliste avec l'objectif de mener un djihad mondial contre l'Occident et d'établir un califat islamique mondial, tandis que les Talibans sont principalement centrés sur l'Afghanistan. Leur objectif principal est de donc contrôler le pays et d'y établir un État islamique strictement conforme à leur interprétation de la charia. Cela étant dit, les talibans ont un objectif territorial clair, cherchant à contrôler physiquement le territoire afghan, tandis qu'Al-Qaïda, bien qu'ayant eu des sanctuaires, n'a pas le même objectif de contrôle territorial précis mais cherche à opérer dans un environnement globalement permissif.

En termes de structure organisationnelle, Al-Qaïda est une organisation terroriste transnationale avec des cellules et des affiliés dans divers pays, opérant souvent de manière autonome mais sous une idéologie commune. En revanche, les Talibans sont principalement une insurrection locale en Afghanistan avec une structure de commandement plus centralisée et une base de soutien tribal et régional. ³⁴ On remarque également que la réception locale des deux groupes diffère : les talibans ont un ancrage

³³ Deepak Tripathi, 2023 p.58

³⁴ *Ibid.*

plus profond parmi certaines populations en Afghanistan, bénéficiant parfois du soutien ou de la tolérance des communautés locales, tandis que Al-Qaïda est souvent perçu comme une entité étrangère présent dans de nombreux pays, y compris en Afghanistan, où son soutien est moins enraciné dans la population locale. Enfin, les cibles d'attaques des deux groupes diffèrent. Al-Qaïda cible principalement les intérêts occidentaux, y compris les civils et les infrastructures en dehors des zones de conflit traditionnel. Les Talibans, en revanche, concentrent leurs attaques principalement contre le gouvernement afghan, les forces de sécurité afghanes, et les forces de la coalition internationale présentes en Afghanistan. À quel moment les talibans sont devenus les ennemies à abattre ?

Après les attentats du 11 septembre contre l'Amérique, « la riposte du président Bush contre les Talibans était en grande partie due au refus des Talibans de livrer Ben Laden. Pendant les 20 années suivantes, les États-Unis ont combattu les Talibans et d'autres militants dans la région, parmi lesquels des Ouzbeks, des Tchétchènes et des Pakistanais, qui avaient peu ou rien à voir avec les atrocités du 11 septembre ». ³⁵ Barnett Rubin, un universitaire américain qui a servi de conseiller aux Nations unies, a déclaré à des fonctionnaires du gouvernement américain : « Une erreur majeure que nous avons commise a été de traiter les talibans de la même manière qu'Al-Qaïda [A major mistake we made was treating the Taliban the same as al Qaeda] ». ³⁶ Cette incapacité à différencier clairement les talibans d'Al-Qaïda a conduit à une stratégie militaire qui a ciblé sans discernement les membres des deux groupes. D'autres part, en considérant les talibans comme des alliés d'Al-Qaïda, les Américains ont lancé des attaques généralisées contre eux, exacerbant ainsi le conflit et alimentant la résistance. Ce manque de distinction a non seulement renforcé les talibans en

³⁵ *Ibid.* p.59

³⁶ *Ibid.* p.60

tant que force d'opposition, mais a également compliqué les efforts de contre-insurrection, rendant toute tentative de stabilisation de l'Afghanistan plus difficile et moins efficace. En plus des objectifs mal définis, la distinction des cibles était également floue. Cette confusion dans la recherche de l'accusé a fini par créer un réel chaos, entraînant plusieurs ennemis contre Washington et contribué ainsi à l'échec de son intervention en Afghanistan.

II. Les causes de l'échec américain en 2021 : une série de faux pas

Comme nous l'avons démontré, la première puissance mondiale n'a pas été capable, dès le début de son intervention en Afghanistan, de se fixer des objectifs clairs et précis, afin de la mener efficacement. Ce premier échec de l'interventionnisme américain en 2001 sera le point de départ d'une série de faux pas, les amenant au retrait total de ses troupes en 2021. Nous comparerons dans cette partie la stratégie militaire talibane à celle des États-Unis. Nous démontrerons en quoi la stratégie talibane est jugée plus rapide et moins coûteuse, contre une stratégie américaine complexe et coûteuse, tant au niveau financier qu'humain. Cette complexité se traduira d'une part, par l'utilisation d'armes de hautes technologies, la cooptation tribale et de sa volonté de reconstruire les bases étatiques de l'Afghanistan pour lui rendre autonome et reconnu sur la scène internationale.

a. La stratégie militaire talibane contre la stratégie militaire américaine

i. Une stratégie talibane plus rapide et moins coûteuse

La fuite d'Al-Qaïda et des talibans auprès des FATA pakistanais, ayant donné un goût de victoire aux Américains, leur a permis de détourner leur attention sur d'autres éléments (l'entrée en guerre en Irak; la volonté de reconstruire l'Afghanistan), contribuant à l'échec de leur interventionnisme. Cette illusion de victoire ne durera que jusqu'en 2003,

car les seigneurs de guerre reconquièreent peu à peu les villes du sud, puis celles du nord, notamment en adoucissant leurs idéologies en ce qui concerne le port obligatoire du voile, la diffusion des chaînes de télé diversifiées, et la consommation d'opium (qui deviendra par la suite la principale source de financement du pays).³⁷ En analysant la stratégie militaire talibane, on constate que les services secrets pakistanais ont joué un rôle majeur dans leur reconquête de territoire en Afghanistan, en les approvisionnant en véhicules, les accessoires tels que « les motos, les pick-up, les téléphones portables », de même que des hommes et des camps d'entraînement, rendant leur intervention plus rapide et moins coûteuse.³⁸ Faute de manque de littérature scientifique en ce qui concerne les données quantitatives des coûts de la guerre du côté des talibans, nous pouvons dire que les frais de ces derniers étaient couverts par l'argent provenant de la contrebande, notamment par la vente illégale de l'opium. Enfin, en plus des FATA et des ISI (services secrets pakistanais), les talibans étaient également fortement soutenus par de nombreux alliés locaux dont les Red Unit : les forces spéciales talibanes; et d'autres mouvements de guérillas locaux et nationaux.³⁹ Ces forces spéciales utilisent principalement « des armes de pointe, notamment des lunettes de vision nocturne, des roquettes de 82 mm, des mitrailleuses lourdes, et des fusils d'assaut de fabrication américaine »⁴⁰.

ii. Une stratégie américaine axée sur l'arme aérienne, les bombardements massifs et la cooptation tribale

La stratégie américaine se définit par « trois éléments caractéristiques : le recours à l'arme aérienne, le déploiement des forces spéciales et la présence de forces alliées

³⁷ Ahmed Rashid, 2013

³⁸ *Ibid.* p.216

³⁹ Newstex Trade & Industry Blogs, 2017 p.1

⁴⁰ *Ibid.*

locales »⁴¹. Les combattants américains ont favorisé une stratégie de guerre aérienne plutôt qu'au sol, notamment en raison de la complexité en ce qui a trait à l'accès au territoire afghan. Cette méthode d'intervention « a permis aux États-Unis de surmonter les obstacles géographiques et politiques afin de remporter la victoire dans une situation où les formes préférées d'usage de la force étaient impossibles ».⁴² Cependant, cette stratégie n'a démontré aucune efficacité à long terme, car elle ne peut à elle seule, garantir la victoire des troupes américaines. Ainsi, en plus d'avoir investi massivement dans l'arme aérienne, ils ont été obligés de renforcer « le combat rapproché au sol » par leurs soldats.⁴³ De plus, les États-Unis ont fortement sollicité l'aide du gouvernement pakistanais dans la neutralisation des terroristes. La prochaine partie fait objet des coûts et investissements financiers du gouvernement américain aux Pakistanais de même que des investissements militarisés. Il s'agit donc des équipements militaires hautement sophistiqués et des formations pour la lutte contre le terrorisme : on parle de plus de « 2 000 missiles anti-armure TOW, 121 lanceurs de missiles TOW, 20 hélicoptères d'attaque Cobra, 550 véhicules blindés de transport de troupes et 14 hélicoptères d'attaque F-16 A/B »⁴⁴.

Hormis les bombardements massifs par la variété des armes utilisées, et l'utilisation des armes aériennes, « la stratégie américaine reposait [également] sur la cooptation tribale des seigneurs de guerres des années 1990 ».⁴⁵ Cette liaison avec les tribunes avait pour but d'avoir un contrôle plus strict du territoire afghan pour mieux neutraliser l'ennemi, tout en projetant le sentiment de confiance, d'amitié et de sécurité au peuple tribale.

⁴¹ Adrien Shu, 2013 p. 599

⁴² *Ibid.* p. 602

⁴³ *Ibid.* p. 603

⁴⁴ Neta C. Crawford, 2015 p.13

⁴⁵ Adam Baczko, 2012 p.14

Cependant, cette stratégie reposait sur une vision simplifiée et obsolète de la structure sociopolitique afghane, où les tribus étaient perçues comme les seules entités légitimes de pouvoir. En réalité, cette perception a conduit à une série de conséquences néfastes. D'abord, en se concentrant uniquement sur les tribus, les Américains ont ignoré les changements sociopolitiques profonds qui avaient eu lieu en Afghanistan, notamment l'émergence de nouvelles dynamiques de pouvoir, comme l'influence croissante des acteurs non étatiques et des réseaux criminels. Cette négligence a affaibli la capacité des États-Unis à établir une gouvernance durable, car les structures tribales, une fois renforcées, ont souvent agi selon leurs propres intérêts, indépendamment de la stratégie américaine. De plus, l'appui apporté aux seigneurs de guerre a exacerbé la corruption et la faiblesse des partenaires locaux. Ces seigneurs, souvent impliqués dans des activités criminelles et peu soucieux du bien-être collectif, ont utilisé leur pouvoir pour s'enrichir et consolider leur influence, au détriment de l'État central. Cela a contribué à la fragmentation du pouvoir en Afghanistan, rendant toute tentative de stabilisation nationale encore plus difficile. Par conséquent, la dépendance aux tribus et aux seigneurs de guerre a non seulement sapé les efforts de construction d'une gouvernance légitime et efficace, mais elle a également favorisé une économie de guerre basée sur des loyautés fluctuantes, fragilisant davantage la situation sécuritaire et politique du pays. Ainsi, cette stratégie a paradoxalement renforcé les logiques d'action individuelle et d'autonomie des institutions tribales, rendant la situation encore plus complexe et difficile à contrôler pour les forces américaines et leurs alliés.

Ainsi, ces trois formes de stratégies n'ont démontré aucune efficacité à long terme, et cela se reflète dans les coûts excessifs de son intervention, notamment les coûts financiers

destinés à l'armement; les bombardements qui ont causé de nombreuses pertes humaines, (expliqué dans le II. b) et la cooptation tribale dans son élan pour construire le socle politique démocratique afghan à l'occidentale, qui fut également un véritable échec (expliqué dans le II. c).

iii. Le rôle ambigu du Pakistan

Avant de mettre en lumière les coûts excessifs découlant de cette guerre, il est important d'analyser le rôle d'un acteur important, présent tout au long de l'intervention. Le rôle du Pakistan dans la guerre contre le terrorisme en Afghanistan a été complexe et souvent controversé. Dès le début de l'intervention américaine en 2001, le Pakistan s'est positionné comme un allié crucial des États-Unis et de l'OTAN, fournissant un soutien logistique vital, des bases militaires et une coopération en matière de renseignement. Les routes terrestres pakistanaises ont été essentielles pour le transport de fournitures aux troupes en Afghanistan, et les bases aériennes pakistanaises ont facilité les opérations militaires.⁴⁶

Cependant, le Pakistan a également été accusé de jouer un double jeu en soutenant secrètement certains groupes militants, en particulier les talibans afghans, pour préserver son influence stratégique en Afghanistan. Des rapports indiquent que les services de renseignement pakistanais (ISI) ont maintenu des liens avec les talibans, leur fournissant un refuge et un soutien, malgré leur participation officielle à la coalition anti-terroriste.⁴⁷ Cette ambivalence a conduit à des critiques sévères et à des tensions diplomatiques avec les États-Unis, qui ont souvent exprimé leur frustration face à l'incapacité du Pakistan à

⁴⁶ Jones, 2008

⁴⁷ Newstex Trade & Industry Blogs, 2017

éliminer les sanctuaires militants dans les régions tribales, en particulier dans le Waziristan du Nord.⁴⁸

Malgré ces accusations, les forces armées pakistanaises ont lancé plusieurs opérations majeures pour démanteler les réseaux militants sur leur sol. Des offensives telles que l'opération Zarb-e-Azb, lancée en 2014 dans le Waziristan du Nord, ont été conçues pour éradiquer les bastions terroristes et ont réussi à réduire de manière significative la capacité des groupes militants à mener des attaques transfrontalières.⁴⁹ Ces efforts ont été reconnus, mais ils n'ont pas complètement dissipé les soupçons sur le rôle ambigu du Pakistan.

D'autres études montrent que cette dualité dans la politique pakistanaise est souvent motivée par des considérations stratégiques complexes, notamment la volonté de contrer l'influence croissante de l'Inde en Afghanistan et de sécuriser ses propres intérêts régionaux. Le Pakistan perçoit un gouvernement afghan pro-indien comme une menace à ses frontières et cherche à maintenir une influence dans le pays en soutenant des acteurs non-étatiques.⁵⁰ Pour Islamabad, un gouvernement afghan pro-indien représenterait une menace stratégique majeure, risquant d'encerclement par un voisin qu'il perçoit comme hostile. Cette peur est exacerbée par la longue histoire de rivalité entre l'Inde et le Pakistan, marquée par plusieurs conflits armés et une course aux armements nucléaires. Dans ce contexte, le Pakistan cherche à maintenir une influence en Afghanistan en soutenant des acteurs non étatiques, tels que certains groupes talibans, qu'il considère comme un moyen de garantir ses intérêts et de s'assurer qu'aucun gouvernement afghan ne se rapproche trop de New Delhi. Cependant, cette stratégie a des conséquences importantes. D'une part, elle

⁴⁸ Mariam Abou-Zahab et Al, 2010

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ Fair, C. Christine, 2014

créé une relation ambivalente et parfois conflictuelle avec ses partenaires internationaux. Alors que le Pakistan reçoit une aide substantielle des États-Unis pour combattre le terrorisme, il est simultanément accusé par ces mêmes partenaires de jouer un double jeu en tolérant, voire en soutenant, des groupes extrémistes qui mènent des attaques en Afghanistan. Cette situation a non seulement miné la confiance entre Islamabad et ses alliés occidentaux, mais a également entravé les efforts de stabilisation de l'Afghanistan, prolongeant le conflit et exacerbant les tensions régionales. En outre, la politique pakistanaise a contribué à alimenter l'instabilité en Afghanistan. Le soutien continu à certains groupes militants a permis à ces derniers de maintenir une capacité opérationnelle significative, rendant plus difficile pour le gouvernement afghan de consolider son pouvoir et de gouverner efficacement. Cela a également conduit à une complexification du conflit, où les alliances sont fluides et les loyautés peuvent changer en fonction des intérêts stratégiques des différentes parties.

b. Les coûts excessifs de l'intervention américaine

i. Un fiasco financier

Bilan général

Cela nous amène donc à analyser les coûts de la guerre pour les Américains. Il est important de prendre en compte la forte implication financière américaine en Afghanistan, dès l'ère Soviétique, notamment par un investissement de plus de centaines de millions de dollars versés aux Afghans Moudjahidin, afin de les aider dans leur guerre contre les soviétiques jusqu'en 1989.⁵¹ Le poids du budget accordé à la guerre est devenu plus lourd en 2001, pendant l'intervention « Enduring Freedom ». En effet, les rapports officiels

⁵¹ Assessment of U.S. strategy and operations in Afghanistan and the way ahead, 2009, p.9

démontrent que le gouvernement américain sous Georges W. Bush, Barack Obama, Donald Trump et Joe Biden a déboursé une somme de 8 trillions de dollars pour l'intégralité de leur intervention post 11 septembre au Moyen-Orient.⁵² Entre 2001 et 2021, les États-Unis ont dépensé environ 2,3 trillions de dollars en Afghanistan, une somme colossale qui couvre divers aspects de leur engagement dans le pays. Environ 800 milliards de dollars ont été alloués directement aux opérations militaires, visant à combattre les Talibans et à sécuriser le pays après les attentats du 11 septembre.⁵³ Parallèlement, 145 milliards de dollars ont été dépensés pour la reconstruction, incluant des projets de développement économique, la formation des forces de sécurité afghanes, et les efforts de stabilisation du gouvernement afghan⁵⁴. Enfin, une part significative de 465 milliards de dollars a été allouée aux soins des anciens combattants jusqu'en 2022.⁵⁵

Dépenses liées à la volonté des États-Unis de développer l'Afghanistan

De plus, si nous faisons un bilan des dépenses américaines accordées à la reconstruction de l'Afghanistan, soit une somme de 87 milliards pour la construction de l'ANA et des corps policiers; 24 milliards de dollars en termes d'investissement pour la stimulation de l'économie afghane et 30 milliards de dollars pour la reconstruction sociale, par le biais des programmes locaux afin d'améliorer la qualité de vie de la population afghane.⁵⁶

Les répercussions financières de la guerre d'Irak de 2003 dans l'intervention américaine en Afghanistan et les dépenses militaires au Pakistan

⁵² Neta C. Crawford, 2015 p.1

⁵³ Neta C. Crawford, 2021

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ John F. McManus, 2020

De plus, dans la continuité de sa lutte contre le terrorisme, Les États-Unis sont rentrés en guerre contre l'Irak en 2003, dans le but de renverser Saddam Hussein, autre icône du terrorisme. Cela a également contribué à l'échec de l'interventionnisme américain en Afghanistan en raison de la répartition de ces formes armées mais également en raison du lourd budget de 2 058 trillions de dollars consacré à son intervention en Irak,⁵⁷ alors que le budget initialement prévu en 2002 était de 50 à 60 milliards de dollars.⁵⁸

Tout le long de la guerre, les États-Unis ont fortement investi dans la militarisation pakistanaise dans la continuité de vaincre les talibans et Al-Qaïda. Leur investissement se catégorise en deux parties : la sécurité et les armes militaires. L'aide directe des États-Unis au Pakistan en matière de sécurité ont totalisé plus de 20 milliards de dollars tandis que l'aide économique américaine au Pakistan entre 2001 et 2014 s'est élevée à plus de 10 milliards de dollars ».⁵⁹ Ces 20 milliards de dollars d'aide militaire américaine et de remboursement comprennent environ « 13 milliards de dollars versés au Pakistan au titre des fonds de soutien de la coalition (CSF). Le CSF rembourse le Pakistan pour son soutien logistique et opérationnel aux opérations américaines au Pakistan et en Afghanistan ».⁶⁰ Les autres aides américaines à la sécurité comprennent « 2,3 milliards de dollars pour le Pakistan Counterinsurgency Fund / Counterinsurgency Capability Fund (contre-insurrection).⁶¹ En effet, le Pakistan Counterinsurgency Fund (PCF) a été établi par les États-Unis en 2009 pour aider le Pakistan à lutter contre l'insurrection dans les régions frontalières avec l'Afghanistan. L'objectif était de renforcer les capacités contre-

⁵⁷*Ibid.*

⁵⁸ *Ibid.* p. 5

⁵⁹ Deepak Tripathi, 2023 p.14

⁶⁰ John F. McManus, 2020

⁶¹ *Ibid.*

insurrectionnelles du Pakistan, notamment par l'achat d'équipements militaires et la formation des forces de sécurité. Le fonds a donc été utilisé pour soutenir directement les opérations militaires pakistanaises contre les militants talibans et d'autres groupes extrémistes dans les régions tribales. Enfin, on note qu'un montant de 3,5 milliards de dollars supplémentaires a été alloué au programme de financement militaire étranger (FMF) visant à soutenir les capacités militaires globales du Pakistan.⁶² L'objectif était de fournir une aide financière pour l'achat de matériel militaire américain, la formation des militaires pakistanais, et le soutien logistique.

ii. Un fiasco humain

La guerre d'Afghanistan a fait de nombreuses victimes, tant Américains, Afghans et Pakistanais. Nous analyserons dans cette partie le désastre humain causé par cette guerre.

Les victimes locales

Les civils

En effet, cette guerre a fait courir de réels dangers pour les civils afghans. Trois phases de dangers peuvent être mises en avant : « la première phase, de 2001 à 2009, a été marquée par la lutte contre Al-Qaïda et les forces insurgées ; la deuxième phase, de 2009 à 2010, par la contre-insurrection ; et la troisième phase par le transfert des responsabilités en matière de sécurité de l'OTAN aux forces de sécurité afghanes ».⁶³

Selon un rapport de l'UNAMA, « près de 26 270 civils ont perdu la vie par des violences directement liées à la guerre et plus de 29 970 civils ont été blessés » entre 2001 et 2014.⁶⁴

On constate que le nombre de décès a augmenté graduellement au fil des années de guerre :

⁶² *Ibid.*

⁶³ Cornelius Friesendorf; Thomas Müller, 2013 p.137

⁶⁴ Neta C. Crawford, 2015 p.1

soit plus de 17 700 décès entre 2009 et 2014.⁶⁵ De plus, on note que de nombreux civils ont également perdu la vie due aux opérations aériennes : soit 552 morts en 2008 par des IED (Improvised Explosive Devices).⁶⁶ Enfin, en analysant les chiffres de 2021, on note que 5 183 civils ont été touchés par le retour soudain des talibans : dont 1 659 morts et 3 524 blessés.⁶⁷

Les éléments anti-gouvernements

Les éléments anti-gouvernements sont un terme utilisé par UNAMA pour désigner les talibans et Al-Qaïda. On note qu'en 2007, environ 750 éléments anti-gouvernements ont trouvé la mort⁶⁸ contre environ 600 morts chez les Américains dès 2002.⁶⁹ Le bilan de 2021 affiche qu'un total de 52 893 opposants ont perdu.⁷⁰

Les victimes Américaines

On remarquera que les victimes Américaines sont moins nombreuses que l'opposition : en effet, d'octobre à décembre 2001, seuls 11 militaires ont perdu la vie, alors qu'en janvier 2002, on compte 600 militaires morts, soit bien moins que chez son opposant taliban.⁷¹ Le bilan de 2021 démontra un total de 2 324 militaires américains sacrifiés dans le combat, 6 civil américains et 3917 contracteurs américains.⁷²

En comparant la différence importante du taux de mortalité lié à la guerre entre les troupes américaines et les opposants, on constate qu'il n'y a aucune corrélation entre le nombre de morts et la victoire : en effet, moins de morts ne signifie pas forcément la garantie de la

⁶⁵ *Ibid.* p.2

⁶⁶ *Ibid.* p.4

⁶⁷ Katerina Supová, Jesof Kraus, 2021 p.91

⁶⁸ *Ibid.* p.3

⁶⁹ Adrien Shu, 2013 p. 604

⁷⁰ Neta C. Crawford, Catherine Lutz, 2021

⁷¹ Adrien Shu, 2013 p. 604

⁷² Neta C. Crawford, Catherine Lutz, 2021

victoire. Ainsi, malgré ce haut taux de décès chez les opposants, ces derniers ont tout de même remporté la guerre en 2021.

Les victimes Pakistanaises

Le Pakistan ayant joué un double rôle en venant en aide aux deux camps opposés : les États-Unis et les talibans ont également été touchés par les effets de la guerre. On note « 21 500 civils tués à la suite de violences directes, 29 000 militants tués et plus de 6 000 membres des forces de sécurité pakistanaises morts ».⁷³ Un total de 56 948 personnes a perdu la vie au Pakistan : ces chiffres regroupent les civils pakistanais (21 547 victimes), l'effort de sécurité pakistanais (6 216 victimes), les talibans pakistanais (28 954 victimes), de même que les journalistes locaux (52 victimes) et les travailleurs humanitaires (91 victimes).⁷⁴ C'est ainsi que l'Afghanistan est devenu le tombeau de milliers de victimes.

c. L'échec de la démocratisation de l'Afghanistan

Comme vu plus tôt, les États-Unis ont déboursé près d'un milliard de dollars dans la reconstruction infrastructurelle de l'Afghanistan : une somme détournée et inégalement répartie par les chefs de tribus et les contracteurs locaux à leurs propres intérêts.⁷⁵ Cette partie démontrera comment l'Afghanistan, devenu le « cimetière des empires », n'a pas été capable d'être régit sous une démocratie à l'Occidentale.⁷⁶ Au cœur du gouvernement corrompu d'Hamid Karzaï, nous démontrerons l'échec des divers initiatives et projets américains pour la reconstruction de l'Afghanistan.

⁷³ Neta C. Crawford, 2015 p.1

⁷⁴ *Ibid.* p.21

⁷⁵ Adam Baczko, 2012 *Ibid.* p. 13

⁷⁶ *Ibid.*

i. Le manque de soutien américain dans la création des corps de sécurité afghans : ANA, ANP et la cour de justice

« Le premier devoir de l'État est d'assurer la sécurité en usant de ses pouvoirs régaliens : police, justice, armée. [...] À la tête de Kaboul, le général Michel Stollsteiner estime que 58 000 hommes de la force de l'OTAN ne [permettront] pas de tenir le terrain [sans] les forces de sécurité afghane ». ⁷⁷

L'ANA et l'ANP

Cette initiative découlera sur la naissance de l'armée afghane (ANA) et sa police locale (ANP) dans le but d'aider les États-Unis à combattre les talibans et les terroristes, tout en apportant une force et une sécurité nationale au pays.

L'ANA (Afghan National Army) : L'Armée nationale afghane (ANA) est structurée en cinq régions : RC-Nord (Mazar-e-Sharif), RC-Est (Gardez), RC-Sud (Kandahar), RC-Ouest (Herat) et RC-Central (Kaboul). Chaque région est soutenue par des Équipes provinciales de reconstruction chargées de « renforcer la légitimité du gouvernement central afghan en facilitant le développement provincial, la sécurité et la reconstruction, dans le but d'assurer une sécurité et une stabilité durable ». ⁷⁸ On note que « l'OTAN l'a certifié « CM1 » afin de lui faire reconnaître son autonomie le rendant capable de conduire des opérations » et le coût de l'Afghan Air Force par les Américains a été estimé à cinq milliards de dollars. ⁷⁹

L'ANP (Afghan National Police) : cette force policière resurgit en 2003, sous l'aile protectrice américaine dans le même but de l'ANA, mais à un niveau plus local que national. Par la création des académies de police, près de 150 000 policiers afghans sont

⁷⁷ Jean-Charles Jauffret, 2010 p.216

⁷⁸ Andrew Lin; Dennis Glover; Joseph Myers, 2011 p.1003

⁷⁹ Jean-Charles Jauffret, 2010

recrutés jusqu'en 2010, ont été autorisés à intervenir auprès de l'ANA dans le combat contre l'insurrection.⁸⁰

Le soutien américain à l'Armée nationale afghane (ANA) et à la Police nationale afghane (ANP) peut être critiqué pour plusieurs raisons, allant de la mauvaise gestion des ressources à l'incapacité à créer des forces de sécurité autonomes et efficaces. Les efforts de formation de l'Armée nationale afghane (ANA) et de la Police nationale afghane (ANP) ont souvent été précipités, privilégiant la quantité sur la qualité. Dès le début de l'intervention américaine, il y avait une pression énorme pour recruter et former rapidement un grand nombre de soldats et de policiers pour sécuriser le pays et soutenir les opérations contre-insurrectionnelles. Cela a conduit à des programmes de formation intensifs mais superficiels, souvent incapables de fournir les compétences nécessaires pour des opérations complexes et indépendantes. Par exemple, des soldats et des policiers étaient souvent formés en quelques semaines seulement, recevant une instruction de base insuffisante pour faire face aux défis du combat asymétrique contre des insurgés bien entraînés et déterminés.⁸¹ On peut donc dire qu'il y avait un manque de formation adéquate de ces deux instances de sécurité.

De plus, les Américains n'ont pas été capable de rendre indépendants ces instances des forces étrangères : en effet, les forces afghanes ont été formées et équipées pour fonctionner en tandem avec les forces américaines et de l'OTAN, ce qui a créé une dépendance structurelle.⁸² Les missions conjointes, où les troupes afghanes opéraient aux côtés des forces internationales, étaient courantes. Ces missions, bien que efficaces à court terme,

⁸⁰ *Ibid.* p.218

⁸¹ Seth Jones, 2010

⁸² Simon Schwenoha, 2021

n'ont pas préparé adéquatement les forces afghanes à opérer seules. Le soutien en termes de renseignement, de logistique, de couverture aérienne et de soutien médical était largement fourni par les partenaires étrangers, dont les États-Unis.⁸³ Ainsi, les forces afghanes se sont habituées à ce niveau de soutien, ce qui a affaibli leur capacité à mener des opérations indépendantes.

Parallèlement, les recherches nous montrent que « l'ANP est accusé d'abus de pouvoir et l'utilisation de la torture » envers ses propres citoyens : une force, qui de base était censé protéger la population, fini par être violente envers elle.⁸⁴ En effet, « les policiers afghans compensaient leur faible salaire par des vols commis au domicile des suspects et de raquettes auprès des commerçants qui sont censés protéger. [...] Entre le vol de la récolte des fermiers, l'argent de la population, et l'addiction importante à la drogue »,⁸⁵ l'ANP démontre son incapacité à répondre au besoin sécuritaire de la population, car elle en est elle-même une menace. L'ANP fait donc face à des problèmes majeurs de légitimité en raison de la corruption, de la brutalité et de la mauvaise gestion, minant ainsi ses capacités à assurer la sécurité et la stabilité. Cette situation est aggravée par une stratégie militaire qui se base sur l'utilisation de la force pour contrer l'insurrection. En d'autres termes, dans le contexte de la recherche de la paix, recourir à la violence pour combattre la violence ne fait pas sens et manque de cohérence. L'emploi de la force dans le cadre de la lutte contre l'insurrection perd ainsi sa légitimité et son efficacité, et est voué à l'échec. Ce manque de coordination et la violence excessive de l'ANP ne font qu'accentuer le cycle de conflit et de méfiance, rendant toute tentative de stabilisation encore plus difficile.

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ Jean-Charles Jauffret, 2010 p.219

⁸⁵ *Ibid.*

Une cour de justice

Enfin, il est également important de souligner l'échec de la cour de justice afghane, notamment dans son degré de sanction en fonction de la gravité de l'action réprimandée. La Cour de justice afghane comprend la Cour suprême, les cours d'appel et les tribunaux de première instance. En théorie, elle est conçue pour être indépendante et garantir l'application de la loi de manière juste et impartiale. Cependant, dans la pratique, le système judiciaire a été entravé par plusieurs facteurs, dont la corruption.

« La corruption dans la tradition afghane est le fait d'honorer un potentat local ou un juge, d'un petit « cadeau » pour montrer à la fois sa déférence envers lui et obtenir une faveur ou un passe-droit. Par conséquent, au pays des faucons, deux condamnés sur trois ne font pas de prison »⁸⁶.

L'auteur illustre ses propos en donnant l'exemple « d'une condamnation pour un assassinat d'une durée de seulement six mois par la cour de justice afghane »⁸⁷. Cela nous permet donc de distinguer la définition afghane de « corruption » à celle à l'Occidentale qui désigne tout action et comportement illégal impliquant toute personne en position de pouvoir. De ce fait, les juges, les procureurs et les autres fonctionnaires judiciaires ont souvent été impliqués dans des pratiques de corruption, acceptant des pots-de-vin pour rendre des décisions favorables. Cela a donc sapé la confiance du public dans le système judiciaire et a conduit à des perceptions généralisées d'injustice et d'iniquité. Ainsi, « la commission des Affaires étrangères de la Chambre des communes anglaise affirme dans un rapport publié le 2 août 2009, l'échec dans la création d'un système de justice en Afghanistan ».⁸⁸

⁸⁶ *Ibid.* p.222

⁸⁷ *Ibid.*

⁸⁸ *Ibid.*

Le soutien américain au système judiciaire afghan a également été insuffisant et mal orienté, contribuant à son échec global. Nous avons vu que l'accent des États-Unis a largement été mis sur les aspects sécuritaires de la reconstruction en Afghanistan, au détriment du renforcement du système judiciaire. Les ressources ont été principalement allouées à la formation et à l'équipement des forces de sécurité, avec relativement peu d'attention portée à la réforme judiciaire. Cette focalisation sur la sécurité a entraîné un déséquilibre dans les efforts de reconstruction, laissant le système judiciaire afghan sous-financé et mal préparé pour traiter les défis juridiques complexes du pays. En conséquence, les tribunaux ont manqué de personnel qualifié, d'infrastructures adéquates et de soutien pour mener à bien leurs fonctions, ce qui a chassé la confiance du public dans l'État de Droit et a permis à la corruption de prospérer.

Cette situation a eu des conséquences désastreuses sur la sécurité globale en Afghanistan, révélant l'instabilité de la gouvernance afghane. Cela a donc permis aux talibans et les groupes militants de profiter des lacunes dans les capacités opérationnelles des forces afghanes pour intensifier leurs attaques et reprendre du territoire. C'est ainsi que ces éléments démontrent l'échec du soutien américain dans leur propre initiative de démocratisation de l'Afghanistan.

ii. La contribution américaine dans l'échec de la mission d'assistance de l'ONU : UNAMA

UNAMA (United Nations Assistance Mission in Afghanistan), siégée à Kaboul voit ses jours en 2002 par le Conseil de sécurité des Nations Unies et a pour but d'apporter un soutien sécuritaire, humanitaire, et « d'établir une forme légitime de gouvernement » en

Afghanistan.⁸⁹ Elle a comme finalité de répandre la paix, et permettre un réel développement en Afghanistan.

Cette mission a connu un départ fructueux en ayant permis « l'adoption d'une constitution, l'extension des droits de l'Homme et des libertés civiles, des élections présidentielles et parlementaires démocratiques, et l'efficacité croissante du gouvernement et des institutions publiques »⁹⁰. Toutefois, par son caractère évolutif et sa capacité de s'adapter au nouveau gouvernement en place à chaque nouveau mandat, son implication sur le terrain a fortement baissé et s'est réduit à un simple soutien au gouvernement élu. À long terme, le constat suivant a été fait : la démocratie à l'Occidentale ne coordonne pas avec la tradition et les coutumes afghanes. Premièrement, les bases institutionnelles n'ont pas été solides dès le départ, ce qui a entraîné la forte corruption entre divers corps politiques, l'armée et la police locale. Il y avait donc un réel dysfonctionnement entre la mentalité locale et les bases institutionnelles démocratiques occidentales. Cela a donc eu de nombreuses répercussions sur la participation électorale, qui est un facteur primordial au sein des élections démocratiques : on constate une « le taux de participation le plus élevé a été enregistré lors de la première élection présidentielle organisée en 2004 estimée à 83,66%, ce qui représente environ 8128 940 votes ».⁹¹ Toutefois, on constate que le taux de participation électorale est en chute libre entre 2004 et 2019, passant à 19% de participations aux élections de 2019.⁹²

Deuxièmement, le retour au pouvoir des talibans, ayant fait disparaître l'ANA, l'ANP, la cour de justice, en plus du renversement du gouvernement corrompu d'Hamid Karzaï

⁸⁹ Katerina Supová, Jesof Kraus, 2021 p.69

⁹⁰ *Ibid.*

⁹¹ *Ibid.* p.95

⁹² *Ibid.* p.97

démontre l'inefficacité de la mission. Cela a mis en péril tous les efforts apportés par les États-Unis, et seule la fuite fut une option pour beaucoup de citoyens afghans : on note en 2020, plus de 1,5 million d'Afghans vers le Pakistan et 780 000 réfugiés en direction de l'Iran.⁹³ La terreur des talibans a prévalu sur l'illusion de paix qu'essayait de mettre en place UNAMA, et cela a été un véritable échec.

L'échec de la mission de l'ONU est étroitement lié à l'échec de l'interventionnisme américain dans le pays. Les efforts de l'ONU ont en effet été entravés par plusieurs facteurs liés à la stratégie et aux actions des États-Unis en Afghanistan.

Une focalisation axée sur la sécurité au détriment de la gouvernance, la justice et le développement socio-économique

La focalisation des États-Unis sur les aspects sécuritaires de la reconstruction en Afghanistan a négligé des éléments cruciaux tels que la gouvernance, la justice et le développement socio-économique. Cette approche sécuritaire a conduit à une militarisation excessive de la présence internationale en Afghanistan, limitant les ressources et l'attention disponibles pour les initiatives de renforcement des institutions et de la société civile. Le manque de soutien adéquat à des réformes judiciaires et à la construction d'un système de gouvernance robuste a entravé les efforts de l'ONU pour promouvoir un état de droit et une administration efficace.

Négligence de gouvernance

Un exemple concret de cette négligence est l'insuffisance des efforts pour établir des administrations locales transparentes et responsables. Les programmes de gouvernance ont souvent été sous-financés et mal coordonnés. Par exemple, les États-Unis ont investi

⁹³ *Ibid.* p.85

massivement dans la formation des forces de sécurité, mais ont négligé de créer des structures de gouvernance locales capables de soutenir ces forces de manière autonome : cela peut s'illustrer par le projet "District Delivery Program", visant à renforcer les administrations locales, ont souffert de manque de ressources et de coordination inefficace, ce qui a conduit à une faible mise en œuvre et à des résultats limités.⁹⁴

Négligence de la justice

En matière de justice, les efforts de réforme ont été fragmentés et incohérents. Les tribunaux afghans ont souvent manqué de personnel qualifié et de ressources pour fonctionner efficacement. Un rapport de l'International Crisis Group en 2010 souligne que les tentatives de réforme du secteur judiciaire ont été sporadiques et mal soutenues, laissant le système judiciaire vulnérable à la corruption et à l'influence des seigneurs de guerre locaux.⁹⁵

Négligence du développement socio-économique

Sur le plan du développement socio-économique, les projets ont souvent été mal planifiés et mal exécutés. Les efforts pour développer l'infrastructure économique, tels que les routes et les écoles, ont été entravés par des problèmes de sécurité et de corruption. Par exemple, le projet de réhabilitation de la route Kaboul-Kandahar, qui devait améliorer la connectivité et stimuler l'économie locale, a été retardé par des problèmes de sécurité et des dépassements de coûts liés à la corruption et à la mauvaise gestion.⁹⁶ En outre, les projets de développement agricole, essentiels pour une économie dépendante de l'agriculture, ont

⁹⁴ District Delivery Program (DDP), 2019

⁹⁵ International Crisis Group, 2010

⁹⁶ USAID, 2016 p.4

souvent été mal conçus et n'ont pas réussi à atteindre les agriculteurs locaux de manière significative, laissant de nombreuses communautés rurales dans la pauvreté.⁹⁷

L'incapacité d'avoir une main mise sur la corruption

L'une des principales failles américaine a été l'incapacité à établir des mécanismes robustes pour lutter contre la corruption. Les institutions afghanes, notamment celles chargées de la justice et de la gouvernance, ont été particulièrement vulnérables à la corruption. Par exemple, nous avons démontré précédemment que la police afghane et la cour de justice ont souvent été impliquées dans des activités de corruption, allant de l'extorsion de fonds auprès des citoyens à la collusion avec des groupes criminels. Le manque de pression internationale, notamment de la part des États-Unis, pour des réformes significatives a permis à la corruption de perdurer. Bien que les États-Unis aient investi massivement dans la reconstruction de l'Afghanistan, ils n'ont pas suffisamment insisté sur la nécessité de réformes anti-corruption robustes. Les initiatives pour renforcer la transparence et la responsabilité ont souvent été de façade, sans suivi rigoureux ni sanctions pour les contrevenants.⁹⁸ Cette approche, que nous pouvons qualifier de laxiste, a laissé croire aux fonctionnaires afghans que les pratiques corruptives seraient tolérées, ce qui a sapé les efforts pour établir un réel État de Droit et une gouvernance efficace.

Des approches fragmentées et des coordinations inefficaces

La coordination entre les différentes agences internationales, y compris l'ONU et les États-Unis, a souvent été fragmentée et inefficace. En effet, l'absence d'une stratégie cohérente et intégrée a conduit à des efforts dispersés et parfois contradictoires, réduisant l'impact global des initiatives de reconstruction. UNAMA a souvent dû naviguer entre les

⁹⁷ *Ibid.*

⁹⁸ Benjamin Dille, 2016 p.132

priorités et les stratégies changeantes des États-Unis, ce qui a compliqué la mise en œuvre de ses programmes et la réalisation de ses objectifs.⁹⁹ Par exemple, les efforts de reconstruction ont souvent été dédoublés ou mal alignés, avec des agences américaines et onusiennes travaillant sur des objectifs différents sans une coordination centrale efficace, entraînant des inefficacités et des gaspillages de ressources.¹⁰⁰ Les projets de reconstruction étaient souvent mal coordonnés, entraînant des duplications de travaux, des conflits de priorités et une mauvaise allocation des fonds. Cette désorganisation a entravé le soutien nécessaire à une gouvernance cohérente et au développement institutionnel. Par conséquent, le manque de soutien coordonné et substantiel pour la gouvernance et le développement institutionnel a non seulement compromis les objectifs de l'ONU, mais a également créé un environnement propice à l'instabilité persistante et à l'insécurité. C'est ainsi que nous pouvons voir que l'échec de la mission de l'ONU est étroitement lié à l'échec de l'intervention américaine en Afghanistan.

III. Un Afghanistan post-américain : les répercussions subséquentes sur la population afghane

La dernière section de ce travail fera l'objet d'une analyse de la situation politique et socio-économique en Afghanistan après le retrait des Américains en 2021. Nous analyserons d'abord l'envergure du retrait des troupes américaines en 2021, en explorant les raisons, le processus, et les implications de cette décision. Nous examinerons les motivations politiques, stratégiques et diplomatiques qui ont conduit à ce retrait, ainsi que la manière dont il a été mis en œuvre. Ensuite, nous mettrons en lumière la situation

⁹⁹ Chandrasekaran, 2012

¹⁰⁰ *Ibid.*

politique et socio-économique en Afghanistan après le départ des Américains. Notre objectif est de dépasser les idées préconçues sur les talibans pour observer leur réel impact, qu'il soit positif ou négatif, sur la société afghane. Nous nous demanderons si nous assistons à une amélioration ou à un retour à la case départ. Enfin, nous formulerons des recommandations et analyserons les perspectives d'avenir pour l'Afghanistan. Bien que ces projections puissent être sujettes à une certaine subjectivité en raison de la complexité et de l'incertitude de la situation actuelle, elles seront basées sur une analyse rigoureuse des données recueillies précédemment et les tendances contemporaines observées.

a. Le retrait des troupes américaines en 2021

En 2021, le retrait des troupes américaines d'Afghanistan a marqué un tournant significatif dans la politique étrangère des États-Unis, souligné par des motivations complexes et variées. Les raisons de ce retrait, comme l'ont souligné plusieurs analyses académiques, étaient principalement politiques, stratégiques et diplomatiques.

i. Les raisons politiques

Politiquement, le retrait des troupes américaines d'Afghanistan en 2021 s'inscrivait clairement dans la promesse électorale du président Joe Biden, qui avait fait de la fin de cette guerre la pierre angulaire de sa campagne présidentielle.¹⁰¹ Biden avait promis de mettre un terme à l'engagement militaire prolongé des États-Unis en Afghanistan, en grande partie en réponse à une opinion publique de plus en plus désillusionnée par les longues années de conflit et l'absence de progrès tangible vers une stabilité durable dans la région.¹⁰² Un sondage NPR/PBS NewsHour/Marist a révélé que 71 % des adultes

¹⁰¹ The White House, 2021

¹⁰² *Ibid.*

américains considéraient la guerre comme un échec, et un autre mené fin août 2021 a montré que 69 % des Américains pensaient que les États-Unis n'avaient pas atteint leurs objectifs en Afghanistan.¹⁰³ L'opinion publique américaine avait, au fil des années, évolué vers un scepticisme croissant concernant l'efficacité et la justification de l'engagement militaire en Afghanistan. On note que 62 % des Américains pensaient que la guerre en Afghanistan ne valait même pas la peine d'être menée.¹⁰⁴ Cette opinion était partagée par 57 % des Républicains et 67 % des Démocrates.¹⁰⁵ Les sondages et les études révèlent donc une frustration croissante parmi les citoyens américains, qui percevaient la guerre comme un échec coûteux et interminable, avec peu d'avantages tangibles pour la sécurité nationale des États-Unis.

De ce fait, le retrait des troupes s'est présenté comme une réponse politique audacieuse à cette pression intérieure. Biden a cherché à répondre aux attentes du public et à capitaliser sur un sentiment général de lassitude face à l'implication militaire étrangère des États-Unis. En mettant en œuvre cette promesse, il visait non seulement à clore un chapitre controversé de la politique étrangère américaine, mais aussi à réorienter les ressources et les priorités nationales vers d'autres domaines jugés plus pressants. Ainsi, ce retrait est devenu un symbole de la volonté de l'administration Biden de se distancer des politiques de ses prédécesseurs et de redéfinir les priorités stratégiques des États-Unis à l'échelle mondiale.

ii. Les raisons stratégiques

Stratégiquement, le retrait des troupes américaines d'Afghanistan en 2021 était le résultat d'une évaluation approfondie des coûts et des bénéfices, effectuée par les décideurs

¹⁰³ Anna Shortridge, 2021

¹⁰⁴ *Ibid.*

¹⁰⁵ *Ibid.*

politiques américains. Cette analyse a révélé que l'occupation militaire prolongée n'atteignait pas les objectifs escomptés de stabilisation et de construction d'une démocratie fonctionnelle en Afghanistan. Les évaluations ont montré que, malgré des années d'efforts et de ressources considérables, la situation sécuritaire en Afghanistan ne s'améliorait pas de manière significative. Les forces américaines, en coopération avec les alliés et les forces de sécurité afghanes, ont constaté une résilience persistante des talibans et un accroissement de l'insécurité dans les provinces, ce qui mettait en évidence l'incapacité des opérations militaires à créer un environnement stable et durable.¹⁰⁶

L'analyse coût-bénéfice a également mis en lumière les limites de la stratégie militaire en place. L'investissement financier massif dans le conflit, couplé à des pertes humaines considérables, était devenu de plus en plus difficile à justifier, surtout face à un paysage géopolitique en évolution où la priorité stratégique des États-Unis se déplaçait vers d'autres défis globaux, notamment la montée de la Chine et de la Russie. Comme démontré plus tôt, les coûts économiques et humains de l'occupation se sont avérés disproportionnés par rapport aux résultats obtenus, alimentant le débat sur l'efficacité de la stratégie américaine. La nécessité de réorienter les ressources militaires et financières vers des défis émergents a donc joué un rôle crucial dans la décision de retrait.

iii. Les raisons diplomatiques

Les raisons diplomatiques ayant poussé les États-Unis à retirer leurs troupes d'Afghanistan en 2021 sont étroitement liées à l'Accord de Doha, signé en février 2020 entre les États-Unis et les talibans. Cet accord avait pour objectif principal de mettre fin à près de deux décennies de conflit en Afghanistan par le biais d'un retrait progressif des forces

¹⁰⁶ Anand Gopal, 2017

américaines, en échange de garanties sécuritaires de la part des talibans.¹⁰⁷ Parmi les points cruciaux de cet accord figuraient l'engagement des talibans à ne pas permettre à des groupes terroristes, comme Al-Qaïda, d'opérer sur le sol afghan, et à entamer des négociations de paix avec le gouvernement afghan en vue d'une solution politique durable.¹⁰⁸ L'Accord de Doha visait également à faciliter la libération de prisonniers et à réduire la violence pour favoriser un climat de confiance.

Pour les États-Unis, l'Accord de Doha représentait une occasion unique de se désengager d'un conflit devenu de plus en plus lourd sur le plan intérieur, tout en cherchant à maintenir un certain contrôle sur les dynamiques sécuritaires de la région. En effet, en se retirant, les États-Unis espéraient réduire leur engagement militaire direct, diminuer les coûts humains et financiers de la guerre, et recentrer leur politique étrangère sur d'autres priorités globales. L'accord visait également à offrir une sortie diplomatique en permettant aux États-Unis de se retirer sans donner l'impression d'une défaite complète, tout en transférant une partie de la responsabilité du maintien de la sécurité et de la stabilité aux talibans. En d'autres mots, le transfert de responsabilités aux acteurs locaux visait à créer l'impression d'une transition ordonnée, où les États-Unis quittaient un pays sur la voie de la stabilité, plutôt que de laisser un chaos total. Ce point démontre l'importance américaine de préserver son image et sa crédibilité des États-Unis sur la scène internationale, en montrant que le retrait n'était pas un abandon du terrain mais une transition ordonnée vers une nouvelle phase de gestion du conflit. Cependant, cette stratégie reposait sur l'hypothèse que les talibans respecteraient leurs engagements, ce qui n'était finalement pas le cas : les difficultés dans la mise en œuvre des engagements, telles que l'échec des négociations intra-afghanes, la persistance

¹⁰⁷ Guillermo D. Olmo, 2021

¹⁰⁸ *Ibid.*

de la violence et la méfiance généralisée entre les parties, ont mis en lumière les limites de l'accord.

Ainsi, la mise en œuvre du retrait a été marquée par une accélération rapide et parfois chaotique, entraînant des conséquences significatives sur le terrain, telles que la prise rapide du pouvoir par les talibans et une crise humanitaire croissante et une dégradation du niveau de vie.

b. L'Afghanistan des talibans

i. Le rôle et la présence Américaine aujourd'hui (poids, place, implication)

Depuis le retrait des troupes américaines d'Afghanistan en août 2021, la présence et le rôle des États-Unis dans le pays ont pris une nouvelle dimension. Sur le plan militaire, les États-Unis ont maintenu une capacité de frappe limitée par des opérations de contre-terrorisme menées à distance, notamment via des drones, pour cibler les menaces potentielles émanant de groupes terroristes tels qu'Al-Qaïda et l'État islamique-Khorasan (ISIS-K).¹⁰⁹ Ces frappes, bien que réduites en nombre, visent à empêcher la résurgence des groupes terroristes capables de menacer la sécurité régionale et internationale. Cependant, cette approche puise ses limites dans son incapacité d'avoir un contrôle direct et constant sur le terrain afghan, ce qui réduit l'efficacité à long terme des efforts de contre-terrorisme. Économiquement, l'engagement américain s'est focalisé sur l'aide humanitaire, avec des efforts pour atténuer la crise humanitaire croissante en Afghanistan. On note que près de la moitié de la population afghane sera en situation d'insécurité alimentaire aiguë entre novembre 2022 et mars 2023, et 6 millions de personnes se retrouvent au bord de la

¹⁰⁹ Peter L. Bergen; Jennifer Rowland, 2014

famine.¹¹⁰ Les États-Unis ont fourni « en aide humanitaire en Afghanistan et dans les pays voisins, plus de 1,1 milliard de dollars depuis la prise de contrôle par les talibans en août 2021 ». ¹¹¹ Cette aide vise donc à répondre aux besoins urgents dans un pays confronté à des niveaux élevés de pauvreté, de malnutrition et d'insécurité alimentaire. Cependant, les défis logistiques et la nécessité de coopérer avec les autorités talibanes compliquent la distribution efficace de cette aide.

Parallèlement, le poids et l'influence des États-Unis en Afghanistan ont été considérablement réduits comparativement à l'époque de l'occupation militaire. L'absence de présence militaire significative et la limitation des opérations sur le terrain ont laissé un vide que d'autres puissances régionales, telles que la Chine, la Russie, et le Pakistan, cherchent à combler.¹¹² Ces pays tentent d'accroître leur influence en Afghanistan à travers des investissements économiques, des initiatives diplomatiques et, dans certains cas, un soutien direct ou indirect aux talibans. Par exemple, la Chine a montré un intérêt accru pour les ressources minérales de l'Afghanistan et cherche à intégrer le pays dans son initiative de la Ceinture et la Route.¹¹³

Enfin, politiquement, les États-Unis ont adopté une approche pragmatique, essayant de maintenir un canal de communication avec les talibans tout en les incitant à respecter les droits humains.¹¹⁴ Les efforts diplomatiques sont concentrés sur la pression pour la formation d'un gouvernement inclusif et le respect des droits des femmes et des minorités.

¹¹⁰ Vanda Felbab-Brown, 2023

¹¹¹ Antony J. Blinken, 2022

¹¹² Vice Admiral Shekhar Sinha, 2021

¹¹³ La Croix, 2024

¹¹⁴ Laurel Miller, 2021

Cependant, l'efficacité de ces efforts est limitée par la réticence des talibans à engager des réformes substantielles et par les tensions internes au sein du mouvement taliban lui-même. Ainsi, bien que les États-Unis continuent d'influencer l'Afghanistan à travers des opérations de contre-terrorisme et une aide humanitaire significative, leur capacité à façonner directement les développements politiques et sécuritaires dans le pays a fortement diminué, notamment par la montée de nouvelles collaborations régionales et les réticences du gouvernement en place.

ii. La structure gouvernementale afghane en 2021 : au cœur d'un système politique théocratique

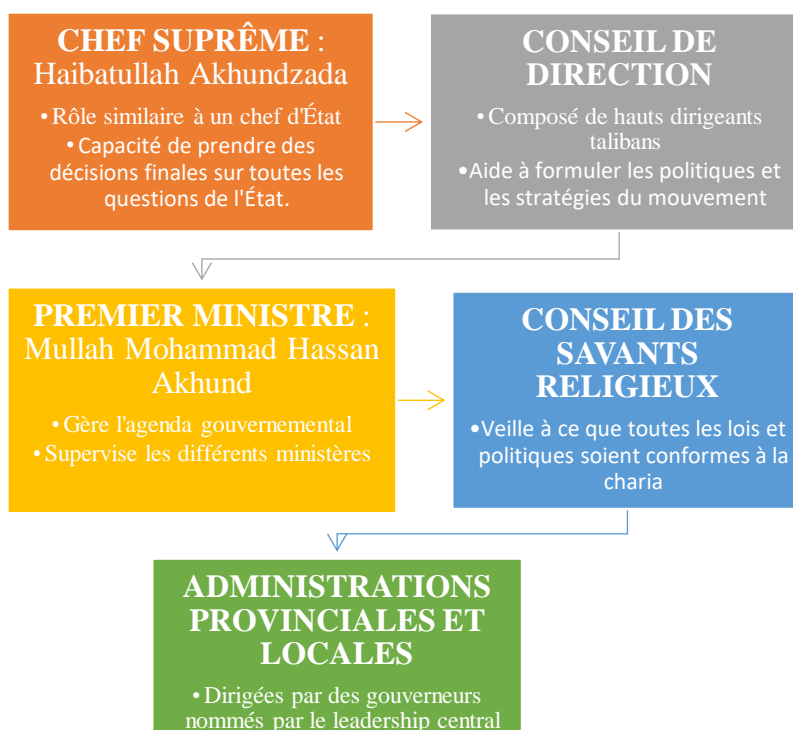
La structure du gouvernement taliban en 2021, après leur prise de pouvoir en Afghanistan en août, reflétait leur idéologie islamiste stricte et leur organisation hiérarchique. Le gouvernement taliban a été formé avec une structure centralisée et rigide, dominée par des figures clés du mouvement.

À sa tête, on retrouve Haibatullah Akhundzada en tant que chef suprême, dite *Amir al-Mu'minin* en arabe : il détient l'autorité ultime sur les décisions politiques, militaires et religieuses. Il est soutenu par le Conseil de Direction - *Rahbari Shura*, un organe consultatif composé de hauts dirigeants talibans basé à Quetta, au Pakistan.¹¹⁵ Mullah Mohammad Hassan Akhund, nommé Premier ministre, gère les affaires quotidiennes du gouvernement, supervisant divers ministères dirigés par des vétérans du mouvement, tels que Mullah Yaqoob au ministère de la Défense et Sirajuddin Haqqani au ministère de l'Intérieur.¹¹⁶ De plus, un Conseil des Savants Religieux (Ulema Council) a été créé dont le but est de

¹¹⁵ Abdul Sayed, 2021

¹¹⁶ Le Monde, 2021

garantir la conformité de toutes les décisions à l'interprétation de la charia.¹¹⁷ Enfin, afin de maintenir le contrôle plus minutieux sur divers parties du territoire, les talibans ont également établi des administrations provinciales et locales, dirigées par des gouverneurs nommés par le leadership central, qui suivaient strictement les directives émanant de Kaboul.¹¹⁸ Le schéma ci-dessous permet une meilleure visualisation de la structure bureaucratique du gouvernement taliban.



Bien que la structure puisse être semblable à celle d'une démocratie avec un chef d'État, son cabinet, ministères et autres institutions démocratiques telles que la chambre haute, basse et l'organe judiciaire; la structure bureaucratique talibane est en revanche une théocratie islamiste strictement hiérarchisée. En effet, contrairement à une démocratie, où

¹¹⁷ ToloNews, 2023

¹¹⁸ Abdul Sayed, 2021

les dirigeants sont élus par le peuple à travers des élections libres et équitables, le système politique des talibans est marqué par l'absence de tout processus électoral transparent et inclusif. Les dirigeants talibans sont désignés au sein du mouvement par un cercle restreint de membres influents, souvent basés sur des critères de loyauté, de service au mouvement, et de statut religieux.¹¹⁹ Cette désignation interne est opaque et ne permet pas aux citoyens afghans de jouer un rôle direct ou une voix dans la sélection de leurs dirigeants. De plus, la centralisation du pouvoir autour du chef suprême et du Conseil de Direction signifie que les décisions cruciales sont prises sans consultation publique ni débat démocratique.¹²⁰ Ainsi, en l'absence d'institutions démocratiques telles que les parlements élus ou les conseils locaux, la participation citoyenne est sévèrement restreinte, limitant ainsi toute forme de gouvernance représentative.

iii. Les conditions de vie de la société afghane

Un coup d'œil du niveau de vie afghan

Le niveau de vie en Afghanistan s'est gravement détérioré depuis le retour au pouvoir des talibans en 2021. La crise économique du pays a plongé une grande partie de la population dans une pauvreté accablante. Malgré des marchés bien approvisionnés, la majorité des Afghans n'ont pas les moyens financiers pour acheter des biens de première nécessité. Dans un communiqué fait en 2022, l'ONU estime que près de 60% de la population avait besoin d'aide humanitaire et que le PIB s'est contracté de 40% dû aux sanctions financières appliquées à l'Afghanistan.¹²¹

« La semaine passée, une mère s'apprêtait à vendre son bébé garçon pour 10 000 afghanis (soit 133 \$). Pas un bébé fille, comme on le voit souvent en Afghanistan,

¹¹⁹ Antonio Giustozzi, 2019

¹²⁰ *Ibid.*

¹²¹ Laura-Julie Perreault, 2022

mais son petit garçon. Le désespoir est de plus en plus palpable ». ¹²² - Marzia Mohammadi

La détresse en Afghanistan atteint des sommets alarmants, comme illustre le témoignage de Marzia Mohammadi - directrice d'une organisation qui combat la pauvreté, l'Association sociale afghane pour les femmes (ASOW) et témoin de cette scène ci-dessus. Cette situation dramatique, généralement observée avec des bébés filles en raison de la préférence culturelle pour les garçons, souligne l'ampleur du désespoir actuel. De plus, l'inflation galopante diminue le pouvoir d'achat des ménages, rendant les conditions de vie encore plus précaires. Dans un autre témoignage, Charlotte Rose, de l'organisme *Save the Children*, souligne que la crise n'est pas due à une pénurie de nourriture, mais à l'incapacité des Afghans à acheter ces biens. ¹²³ Cette situation est exacerbée par des files interminables devant les banques à Kaboul, où les gens attendent désespérément de pouvoir accéder à leurs fonds. L'absence de liquidités et l'inflation galopante plongent la population dans une misère économique profonde, augmentant l'insécurité alimentaire et poussant les familles à des extrêmes inimaginables pour survivre. Cette combinaison de facteurs économiques et financiers crée donc un cercle vicieux, rendant l'aide humanitaire et les interventions internationales plus cruciales que jamais pour stabiliser la situation et offrir un semblant d'espoir à la population afghane.

Il est important de souligner que les talibans semblent adopter une approche diplomatique plus ouverte qu'à l'époque de leur première prise de pouvoir. Cette ouverture s'illustre dans leur volonté de poursuivre la mission d'Assistance de l'ONU : UNAMA, qu'ils considèrent « comme une bonne chose et [veulent] qu'elle travaille efficacement pour

¹²² *Ibid.*

¹²³ *Ibid.*

résoudre les problèmes humanitaires et autres de l'Afghanistan ». ¹²⁴ L'Envoyée spéciale du secrétaire générale Deborah Lyons a également décrit leurs interactions comme constructives et utiles, leur ayant « permis de visiter des parties du pays que [qu'ils n'avaient] pas visitées depuis quinze ans, fournissant [donc] une assistance vitale ». ¹²⁵

La place des femmes dans la société afghane

La résolution de la mission s'étend également sur le volet politique, stipulant que l'ONU devra « fournir des services de sensibilisation et de bons offices, notamment pour faciliter le dialogue entre tous les acteurs et parties prenantes politiques afghans concernés, tout en mettant l'accent sur la promotion d'une gouvernance inclusive et représentative, sans aucune discrimination fondée sur le sexe, la religion ou l'origine ethnique ». ¹²⁶

Cependant, certains objectifs du volet politique penne à être atteints, notamment en ce qui a trait aux conditions de vie des femmes afghanes sous le règne taliban. En effet, on peut parler d'une exclusion socio-économique systématique des femmes et des filles. Un rapport du Conseil de l'Union Européenne de 2024 démontre que les talibans ont émis plus de 70 décrets imposant de nombreuses restrictions ou interdictions aux femmes jusqu'à ce jour. Cela englobe l'interdiction de fréquenter des écoles secondaires par les filles; de fermes restrictions en ce qui a trait aux tenues vestimentaires comme l'obligatoire du port du voile intégral en public; la ségrégation sur les lieux de travail, et l'interdiction de circulation sans tuteur masculin. ¹²⁷

De plus, on note que les femmes ont également été totalement exclues du système judiciaire, et depuis fin décembre 2022, « les talibans ont aussi interdit aux femmes de

¹²⁴ Agence France Presse, 2022

¹²⁵ ONU, 2021

¹²⁶ *Ibid.*

¹²⁷ Conseil de l'Union Européenne, 2024

fréquenter les universités et de travailler avec des ONG. Ces décrets, non seulement discriminatoires et à l'encontre des droits humains, mais ont également des répercussions directes et parfois potentiellement mortelles, car l'absence de travailleuses humanitaires compromet la fourniture d'aide aux plus vulnérables ». ¹²⁸ Marzia Mohammadi est un exemple de femme travailleuse humanitaire, n'ayant pas pu exercer son métier pendant deux mois après l'arrivée des talibans au pouvoir. Elle explique que ces derniers empêchaient toutes ses employées féminines de travailler. C'est notamment grâce à son étroite collaboration avec l'ONU qu'elle était capable de reprendre son travail. ¹²⁹

La santé mentale des femmes afghanes a gravement souffert sous le régime des talibans depuis 2021, en raison des restrictions sévères imposées à leurs libertés et à leurs droits. Les interdictions d'accès à l'éducation, aux lieux de travail et aux espaces publics, ainsi que l'exclusion complète du système judiciaire, ont engendré un sentiment profond de désespoir et d'impuissance. L'isolement forcé et la dépendance accrue à l'égard des tuteurs masculins nourrie le stress et l'anxiété. Dans une étude menée entre novembre et décembre 2021 entre des femmes afghanes, « la prévalence des symptômes de dépression était de 80,4 %, et la prévalence de l'anxiété légère à extrêmement grave était de 81,0 % [The prevalence of depression symptoms was 80.4%, and the prevalence of mild to extremely severe anxiety was 81.0%. Depression symptoms among Afghan women were associated with being older, having more children, lower education level, other individuals' bad behaviour, bad events experienced in the past month, and feeling physically ill] ». ¹³⁰ Les symptômes de dépression chez les femmes afghanes étaient associés à l'âge, au nombre d'enfants, au faible

¹²⁸ *Ibid.*

¹²⁹ Laura-Julie Perreault, 2022

¹³⁰ Neyazi, Padhi, Mohammadi, Ahmadi, Erfan, Bashiri, Neyazi, Ishaqzada, Noormohammadi, & Griffiths, 2023

niveau d'éducation, au mauvais comportement d'autres personnes, aux mauvais événements vécus au cours du mois précédent et au fait de se sentir physiquement malade.¹³¹

Ainsi, l'ensemble de ces éléments témoignent des conditions de vie difficiles de la population afghane, victimes des répercussions politiques, économiques et sociales de la guerre et des conséquences de l'après-guerre.

c. Recommandations et perspectives d'avenir

Nous avons démontré que la situation en Afghanistan sous le régime des talibans présente de nombreux défis. Pour aborder ces défis complexes et multidimensionnels, il est essentiel de formuler des recommandations stratégiques et concrètes. Cela inclut un ensemble de réformes institutionnelles, un développement socio-économique inclusif, et un engagement international soutenu et conditionné à des progrès concrets en matière de droits humains et de gouvernance. Ces recommandations visent à améliorer la situation socio-économique, à protéger les droits fondamentaux, et donc à promouvoir la stabilité et la prospérité à long terme. Il est important de souligner que ces recommandations ne sont ni exclusives ni une fin en soi : elles sont fondées sur l'analyse menée dans ce travail en mettant en avant les facteurs manquants de l'intervention américaine pour assurer une stabilité durable en Afghanistan.

i. Renforcement de la gouvernance et de la justice

Afin de renforcer la gouvernance d'un gouvernement dont la légitimité se trouve majoritairement dans le recours à la force, il semble essentiel d'aborder **une stratégie de réconciliation**, d'une part avec le peuple, mais également avec les anciens fonctionnaires

¹³¹ *Ibid.*

du gouvernement déchu, initiative que les Américains n'ont pas été capable d'instaurer. Cela aurait permis d'une part d'apaiser les tensions internes et d'autre part prévenir de futurs conflits. Par exemple, il aurait pu mettre en place des programmes de réintégration dans divers secteurs tels que l'agriculture et la construction, notamment par des formations professionnelles et des opportunités d'emploi tant pour les anciens que le reste de la population afghane.

La mise en œuvre de programmes de réintégration aurait également répondu à plusieurs des problèmes socio-économiques auxquels l'Afghanistan est confronté. Par exemple, en offrant des formations dans des secteurs clés comme l'agriculture et la construction, ces programmes permettraient aux anciens fonctionnaires et au reste de la population afghane, de développer des compétences essentielles. L'agriculture, qui représente une part importante de l'économie afghane, pourrait bénéficier de ces initiatives en formant de nouveaux agriculteurs sur des techniques modernes, augmentant ainsi la productivité et la sécurité alimentaire. La construction, quant à elle, est un secteur crucial pour la reconstruction du pays après des années de conflit. En formant des travailleurs qualifiés dans ce domaine, le gouvernement pourrait accélérer la reconstruction des infrastructures, créer des emplois durables, et stimuler l'économie locale.

Ces programmes de réintégration ne se limiteraient pas à l'amélioration des compétences techniques. Ils incluraient également des volets sur l'éducation civique et la gestion des affaires, permettant aux participants de mieux comprendre leur rôle dans la société civile et de contribuer activement à la paix et à la stabilité. De cette manière les membres de la société afghane pourraient trouver un emploi stable, s'intégrer pleinement dans la communauté, et jouer un rôle actif dans la reconstruction de leur pays. Ces initiatives

contribueraient ainsi à réduire la pauvreté, à diminuer les tensions sociales, et à renforcer le tissu social, en créant des opportunités économiques qui répondent aux besoins immédiats et à long terme de l'Afghanistan.

Un modèle similaire sur lequel les États-Unis auraient pu se baser, a été mis en œuvre avec succès en Colombie, où les anciens membres des FARC ont été réintégrés à travers des programmes de formation et d'insertion professionnelle, contribuant à la paix relative qui règne aujourd'hui dans le pays.¹³²

De plus, Washington aurait pu mettre plus l'emphase sur **une réforme du système judiciaire afghan**, cruciale pour garantir le respect des droits fondamentaux et l'application des principes de justice équitable. Elle implique non seulement la révision des cadres juridiques, mais aussi l'amélioration continue des compétences des juges et des personnels judiciaires à travers des formations régulières. Ils auraient pu s'inspirer de l'initiative de la réforme judiciaire au Rwanda après le génocide de 1994. Le pays a mis en place le système de tribunaux Gacaca, combinant la justice traditionnelle et moderne, pour juger les crimes de génocide.¹³³ En parallèle, le gouvernement a investi dans la formation des juges pour s'assurer qu'ils comprenaient non seulement les nouvelles lois, mais aussi les normes internationales en matière de droits de l'homme.¹³⁴ Cette approche a permis de traiter des milliers de cas tout en renforçant la confiance dans le système judiciaire. De plus, le Rwanda a pris des mesures spécifiques pour assurer que les droits des femmes soient

¹³² Les amis du monde diplomatique, 2019

¹³³ Dumas, 2008

¹³⁴ *Ibid.*

protégés, notamment en veillant à ce que leurs voix soient entendues dans les tribunaux, contribuant ainsi à une justice plus inclusive et équitable.¹³⁵

Dès les prémices du règne des talibans en 2001, l'Afghanistan était confronté à de nombreux défis en matière de droits fondamentaux et de justice équitable, en particulier pour les femmes. Pour promouvoir la stabilité et le respect des droits humains, il aurait été pertinent que les Américains envisagent des réformes judiciaires similaires à celles entreprises par le Rwanda après le génocide. Cela pourrait inclure la révision de leurs lois et pratiques pour aligner le système judiciaire avec les normes internationales en matière de droits de l'homme, tout en respectant la culture locale. Aujourd'hui, cette initiative reste peu réaliste car l'idéologie talibane, fondée sur une interprétation rigide de la charia, s'oppose fondamentalement aux principes de justice et de droits humains tels qu'ils sont compris en Occident. L'idée d'une réforme judiciaire qui alignerait le système afghan sur les normes internationales est donc hautement improbable dans le contexte actuel. Cela dit, des réformes modestes pourraient tout de même être envisagées, comme l'amélioration de la formation des juges pour mieux interpréter la charia de manière à protéger les droits fondamentaux, notamment ceux des femmes, dans le cadre de ce système. Bien que limitées, de telles initiatives pourraient représenter un premier pas vers une justice plus équilibrée, permettant ainsi de contribuer à une certaine stabilité en Afghanistan.

ii. Développement socio-économique

Le développement socio-économique en Afghanistan nécessite **des investissements ciblés pour améliorer les infrastructures** essentielles telles que les

¹³⁵ *Ibid.*

routes, les écoles, et les hôpitaux. Ces infrastructures sont cruciales pour soutenir la croissance économique, améliorer l'accès à l'éducation et aux soins de santé, et donc réduire les inégalités. Par exemple, les Américains aurait dû davantage investir dans la construction de routes dans les zones rurales pour faciliter le commerce et permettre aux agriculteurs de transporter leurs produits vers les marchés plus facilement, stimulant ainsi l'économie locale. De même, la construction d'écoles dans des régions isolées aurait permis à un plus grand nombre d'enfants, notamment les filles, d'accéder à l'éducation, ce qui est essentiel pour le développement à long terme du pays. Bien que l'initiative a été débutée, son inefficacité a rapidement été démontrée face aux manques de suivis. Le projet de réhabilitation de l'autoroute Kaboul-Kandahar illustre bien cette situation. Bien que la route ait été construite grâce à des financements internationaux, l'absence de suivi et d'entretien adéquats a rapidement entraîné sa dégradation.¹³⁶ De ce fait, pour que ces projets soient efficaces, il est impératif d'assurer un contrôle strict pour éviter les détournements de fonds, un problème récurrent en Afghanistan. La mise en place de mécanismes de transparence, tels que des vérifications régulières et la participation des communautés locales à la surveillance des projets, pourrait aider à garantir que les fonds sont utilisés correctement et que les infrastructures sont non seulement construites, mais aussi maintenues de manière durable. Ainsi, il est important d'assurer un suivi rigoureux et l'implication des communautés locales dans l'entretien des infrastructures pourrait prévenir de tels échecs à l'avenir.

Le développement socio-économique en Afghanistan nécessite également **une approche ciblée pour l'éducation et la formation professionnelle**, afin de répondre aux besoins du

¹³⁶ USAID, 2016

marché du travail local tout en respectant les réalités culturelles. Par exemple, les Américains aurait pu mettre en place de centres de formation professionnelle dans les régions rurales, permettant aux jeunes, en particulier les femmes, d'acquérir des compétences en agriculture durable, en artisanat, ou en technologies adaptées aux besoins locaux. Ces centres offriraient des formations pratiques, comme la couture, la gestion d'entreprises artisanales, ou l'agriculture moderne, tout en respectant les normes culturelles en matière de genre. Cela respecterait à la fois l'idéologie conservatrice du pays tout en permettant une modernisation et le développement socio-économique du pays.

iii. Maintenir l'engagement international

Face aux retombés de l'intervention américaine, il est important aujourd'hui de maintenir l'engagement international en Afghanistan aspirer à une meilleure stabilité à long terme. Toutefois, il faudrait **conditionner l'aide internationale à des engagements clairs** aux talibans en matière de droits humains, de gouvernance, et de justice. Par exemple, l'aide internationale pourrait être spécifiquement pour la mise en place d'un système judiciaire plus transparent, qui garantisse les droits fondamentaux, y compris ceux des femmes. De même, des fonds spécifiques pourraient être alloués pour le développement des infrastructures essentielles, telles que les écoles et les hôpitaux, à condition que les talibans montrent des progrès concrets dans la gouvernance et le respect des droits humains.

Pour assurer la transparence et l'efficacité de l'utilisation des fonds, des mécanismes de surveillance indépendants devraient également être établis. Ces mécanismes pourraient inclure des audits réguliers des comptes par des organisations internationales, des rapports sur l'utilisation des ressources, et des évaluations des progrès réalisés en matière de droits humains et de justice. Par exemple, la mise en place d'un comité de suivi international

pourrait vérifier que les fonds alloués aux projets de construction d'écoles sont effectivement utilisés pour améliorer l'accès à l'éducation pour les filles, ou encore que les ressources destinées à la formation des juges soient bien utilisées pour renforcer l'indépendance et l'intégrité du système judiciaire afghan. De ce fait, en conditionnant l'aide internationale à des engagements vérifiables et en mettant en place des mécanismes de surveillance rigoureux, cela inciterait les talibans à coopérer davantage, car leur accès à une aide cruciale pour le développement de leur pays dépendrait directement de leurs progrès dans ces domaines. Ce compromis pourrait favoriser une amélioration graduelle des conditions de vie en Afghanistan tout en encourageant des réformes nécessaires.

De plus, il est crucial de **continuer à fournir un soutien humanitaire** afin de répondre aux besoins immédiats de la population, notamment en matière de nourriture, d'eau, de soins médicaux et d'éducation. Par exemple, des organisations internationales comme le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et Médecins Sans Frontières ont joué un rôle essentiel en fournissant des distributions alimentaires et des soins médicaux d'urgence aux familles déplacées par le conflit. De plus, des initiatives telles que l'UNICEF ont contribué à garantir l'accès à l'éducation pour les enfants dans les zones touchées par la guerre. Pour maximiser l'impact de ce soutien, il est impératif que les fonds et les ressources humanitaires atteignent les populations les plus vulnérables, telles que les femmes, les enfants et les personnes déplacées, souvent les plus affectées par la crise. La création de centres de santé communautaires dans les zones reculées est une mesure essentielle pour garantir l'accès aux soins médicaux de base pour les populations vivant dans des régions isolées, où les services de santé sont souvent inexistantes. Comme le témoigne Lyons, les

talibans ont montré une certaine flexibilité en permettant aux travailleurs humanitaires d'accéder à des zones auparavant inaccessibles. Cette évolution est cruciale car elle ouvre la voie à une distribution plus efficace de l'aide humanitaire. Les organisations humanitaires peuvent donc étendre leurs activités aux régions les plus isolées.

Ainsi, en augmentant et en ciblant le soutien humanitaire, la communauté internationale peut non seulement atténuer les souffrances immédiates, mais aussi contribuer à une plus grande stabilité en Afghanistan.

Enfin, il est important aujourd'hui de **renforcer le rôle de l'ONU** en augmentant son mandat et ses missions dans le pays. Une telle démarche permettrait de coordonner plus efficacement les efforts internationaux et d'assurer une mise en œuvre cohérente des programmes de développement et de stabilisation. Les Américains auraient dû adopter une approche similaire, ce qui aurait peut-être atténué la crise. Par exemple, l'ONU aurait pu élargir ses missions pour inclure des fonctions supplémentaires telles que la surveillance des droits humains, la gestion des crises humanitaires, et le soutien aux processus de réconciliation. Concrètement, cela pourrait se traduire par une augmentation des fonds alloués à des programmes comme le Bureau de l'ONU pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), qui joue un rôle clé dans la distribution de l'aide.

Enfin, en ce qui concerne l'augmentation de ses mandats, cela pourrait être l'élargissement du mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (UNAMA). En effet, l'augmentation du mandat de UNAMA pourrait permettre à l'ONU de jouer un rôle plus direct dans la supervision des programmes de développement. Cela inclurait la gestion et la coordination des projets d'infrastructure, d'éducation, et de santé, ainsi que l'évaluation

de leur impact. Par exemple, UNAMA pourrait être chargée de surveiller la mise en œuvre des programmes de construction d'écoles dans les zones rurales, en veillant à ce que les fonds soient utilisés de manière transparente et que les projets répondent aux besoins locaux.

Conclusion

L'interventionnisme américain en Afghanistan entre 2001 et 2021, bien qu'initié sous l'impulsion de la lutte contre le terrorisme à la suite des attentats du 11 septembre, s'est soldé par un échec aux conséquences lourdes pour la population afghane. La guerre d'Afghanistan, née d'une réponse militaire à la menace terroriste d'Al-Qaïda, a rapidement évolué en une campagne complexe à multi-facettes, embourbée dans des dynamiques locales, régionales et internationales qui ont échappé à la compréhension et à la maîtrise des États-Unis.

Nous avons vu que les causes de cet échec sont multiples. Sur le plan militaire, la stratégie américaine, trop dépendante de la supériorité aérienne et des alliances tribales, n'a jamais pu rivaliser avec la stratégie agile et moins coûteuse des talibans. Le rôle ambigu du Pakistan a été particulièrement déterminant dans cet échec. Bien que le Pakistan se soit officiellement aligné avec les États-Unis dans la lutte contre le terrorisme, son soutien clandestin aux talibans a permis à ces derniers de se réorganiser, de s'entraîner, et de lancer des offensives depuis des sanctuaires sûrs à l'intérieur des frontières pakistanaises. Cette duplicité a sapé les efforts américains et contribué à prolonger le conflit, rendant les objectifs de stabilisation et de pacification de l'Afghanistan quasi inaccessibles. Nous avons également démontré que les coûts humains et financiers exorbitants de cette guerre n'ont pas permis d'atteindre les objectifs fixés, tant au niveau de l'élimination du terrorisme que

de la stabilisation de l'Afghanistan. En outre, la tentative de démocratiser l'Afghanistan a été entravée par un manque de soutien efficace aux institutions afghanes, notamment l'armée nationale afghane (ANA), la police nationale afghane (ANP) et le socle judiciaire aggravé par un désengagement américain progressif.

Le retrait des troupes américaines en 2021 a marqué une étape décisive, laissant un Afghanistan aux mains des talibans, dont la prise de pouvoir a atténué les difficultés déjà profondes du pays. La situation de la population afghane, déjà précaire, s'est détériorée avec la régression des droits humains, notamment ceux des femmes, et l'aggravation des conditions de vie sous un régime théocratique strict.

Les répercussions de cet échec sont encore palpables aujourd'hui, et les perspectives d'avenir pour l'Afghanistan demeurent incertaines. Néanmoins, des recommandations claires se dessinent pour améliorer la situation : le renforcement de la gouvernance et de la justice est primordial, nécessitant une approche inclusive qui respecte les réalités locales tout en favorisant l'État de droit. Le développement socio-économique doit être une priorité pour offrir des perspectives aux Afghans, réduisant ainsi le terreau fertile pour le terrorisme. Enfin, l'engagement international doit être maintenu, non plus sous la forme d'une intervention militaire, mais plutôt par un soutien diplomatique, humanitaire et économique soutenu.

De ce fait, l'expérience afghane doit servir de leçon pour l'avenir des interventions internationales, où la compréhension des dynamiques locales, le respect des souverainetés et une approche holistique du développement et de la sécurité doivent primer pour éviter les erreurs du passé et ouvrir la voie à une stabilité durable en Afghanistan.

Le retrait chaotique de 2021, avec ses images saisissantes de l'évacuation de Kaboul que publient les médias, laisse un sentiment de déjà-vu rappelant la chute de Saïgon en 1975 - une autre défaite symbolique pour les États-Unis sur la scène internationale. Tout comme au Vietnam, l'Afghanistan met en lumière les limites de la puissance militaire face à des conflits enracinés dans des contextes politiques et culturels complexes, soulignant l'importance de tirer des leçons de l'histoire pour éviter que de tels échecs ne se répètent.

Bibliographie :

- Agence France-Presse. (2022). Afghanistan: La prolongation du Mandat de la mission de l'ONU Satisfait Les Talibans. La Presse. <https://www.lapresse.ca/international/moyen-orient/2022-03-18/afghanistan/la-prolongation-du-mandat-de-la-mission-de-l-onu-satisfait-les-talibans.php>
- Anon. (2009). Assessment of U.S. strategy and operations in Afghanistan and the way ahead. Washington: U.S. G.P.O.
- Baczko, A. (2012). Les revers de l'armée américaine dans la Guerre d'Afghanistan : le cas de la Kounar. *Politique américaine*, 19(1), 11-26. <https://doi.org/10.3917/polam.019.0011>
- Badie, B. (2021). Qu'est-ce qu'une puissance mondialisée ? Dans *Les Puissances mondialisées. Repenser la sécurité internationale* (pp. 225-253). Paris: Odile Jacob.
- Bernard, L. (2021). *Afghanistan : Les Talibans imposent de Nouvelles règles aux télévisions*. Europe 1. <https://www.europe1.fr/international/afghanistan-les-talibans-imposent-de-nouvelles-regles-aux-televisions-4078572>
- Bergen, P. L., & Rowland, J. (2014). Decade of the Drone: Analyzing CIA Drone Attacks, Casualties, and Policy. Dans *Drone Wars* (pp. 12–41). Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9781139198325.004>
- Central Asia and Afghanistan. (n.d.). https://saylordotorg.github.io/text_world-regional-geography-people-places-and-globalization/s11-07-central-asia-and-afghanistan.html
- Chandrasekaran, R. (2012). *Little America : the war within the war for Afghanistan* (1st ed.). Alfred A. Knopf.
- Cole (DDG-67). Naval History and Heritage Command. (2024). <https://www.history.navy.mil/browse-by-topic/ships/modern-ships/uss-cole.html>
- Crawford, N. (2015). War-related Death, Injury, and Displacement in Afghanistan and Pakistan 2001-2014. *Cost of War*. Watson Institute International and Public Affairs Brown University.
- Crawford, N. (2021). The U.S. Budgetary Costs of the Post-9/11 Wars. Watson Institute International and Public Affairs Brown University. https://watson.brown.edu/costsofwar/files/cow/imce/papers/2021/Costs%20of%20War%20U.S.%20Budgetary%20Costs%20of%20Post-9%2011%20Wars_9.1.21.pdf
- Crawford, N., & Lutz, C. (2021). Human Cost of Post-9/11 Wars: Direct War Deaths in Major War Zones, Afghanistan & Pakistan (Oct. 2001 – Aug. 2021); Iraq (March 2003 – Aug. 2021); Syria (Sept. 2014 – May 2021); Yemen (Oct. 2002-Aug. 2021) and Other Post-9/11 War Zones. Watson Institute International and Public Affairs Brown University.

https://watson.brown.edu/costsofwar/files/cow/imce/papers/2021/Costs%20of%20War_Direct%20War%20Deaths_9.1.21.pdf

- Dille, B. (2016). *Thieves of State: Why Corruption Threatens Global Security*. By Sarah Chayes. New York: W.W. Norton & Company, 2015. *Journal of Strategic Security*, 9(2), 131–134. <https://doi.org/10.5038/1944-0472.9.2.1531>
- District Delivery Program (DDP). (2019). Archive - U.S. Agency for International Development. <https://2017-2020-uat.usaid.gov/node/51831>
- Dumas, H. (2008). Histoire, justice et réconciliation : les juridictions gacaca au Rwanda. *Mouvements*, 53, 110-117. <https://doi.org/10.3917/mouv.053.0110>
- En colombie, La Nouvelle Vie des FARC. (2019). Les Amis du Monde diplomatique. <https://www.amis.monde-diplomatique.fr/En-Colombie-la-nouvelle-vie-des-FARC.html#:~:text=À%20Tierra%20Grata%2C%20au%20nord,éleveurs%2C%20voire%20même%20guides%20touristiques.>
- Fair, C. C. (2014). *Fighting to the End: The Pakistan Army's Way of War* (1st ed.). Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780199892709.001.0001>
- Felbab-Brown, V. (2023). *Afghanistan in 2023: Taliban internal power struggles and militancy*. Brookings. <https://www.brookings.edu/articles/afghanistan-in-2023-taliban-internal-power-struggles-and-militancy/>
- Formation of Ulema Council completed for all provinces: Mujahid | tolonews. (2023). *TOLONews*. <https://tolonews.com/afghanistan-185246>
- Gopal, A. (2017). *Rents, Patronage, and Defection: State-building and Insurgency in Afghanistan*. ProQuest Dissertations & Theses
- Giustozzi, A. (2020). *The Taliban at war: 2001-2018*. Hurst & Company.
- Jauffret, J. (2010). I. Au pays de l'insolence. Dans *Afghanistan 2001-2010: Chronique d'une non-victoire annoncée* (pp. 11-38). Paris: Autrement.
- Jauffret, J. (2010). VI. Quels moyens pour ne pas perdre ? Dans *Afghanistan 2001-2010: Chronique d'une non-victoire annoncée* (pp. 214-246). Paris: Autrement.
- Jones, S. G. (2008). *Counterinsurgency in Afghanistan*. In Policy File. RAND Corporation.
- Jones, S. G. (2010). *In the graveyard of empires: America's war in Afghanistan*. W.W. Norton & Co.

- Joubert, M. S. (2009, December 2). Barack Obama envoie 30 000 soldats américains en Renfort en Afghanistan. France 24. <https://www.france24.com/fr/20091202-barack-obama-envoie-30-000-soldats-am-ricains-renfort-afghanistan-0>
- Khan Mahsud, M. (2010). Profils terroristes au Pakistan : talibans pakistanais, Al-Qaïda et les organisations locales. Les Cahiers de l'Orient, 98, 39-83. <https://doi.org/10.3917/lcdlo.098.0039>
- La Chine avance ses pions en Afghanistan. (2024, January 31). La Croix. <https://www.la-croix.com/la-chine-avance-ses-pions-en-afghanistan-20240131>
- Le Monde. (2021). Afghanistan : Le Nouveau gouvernement Taliban confronté à des manifestations persistantes. Le Monde.fr. https://www.lemonde.fr/international/article/2021/09/08/en-afghanistan-le-nouveau-gouvernement-taliban-au-defi-des-manifestations_6093901_3210.html
- Lin, A. H., Glover, D. E., & Myers, J. (2011). An overview of Afghan National Army critical care capabilities. Military Medicine, 176(9), 1003–1006. <https://doi.org/10.7205/MILMED-D-11-00036>
- Marangé, C. (2021). La guerre d’Afghanistan, tombeau de l’Union Soviétique. Guerres mondiales et conflits contemporains, N°281(1), 97-110. <https://doi-org.proxy.bib.uottawa.ca/10.3917/gmcc.281.0097>
- McManus, J. F. (2020). Cost of 18 Years of War in Afghanistan Approaches \$3 Trillion and Will Cost More. The New American (Belmont, Mass.), 36(1), 9. <https://link.gale.com/apps/doc/A613049108/AONE?u=otta77973&sid=bookmark-AONE&xid=69ec1741>
- Miller, L. (2021). Biden’s Afghanistan Withdrawal: A Verdict on the Limits of American Power. Survival, 63(3), 37–44. <https://doi.org/10.1080/00396338.2021.1930404>
- Müller, T., & Friesendorf, C. (2013). Human Costs of the Afghanistan War. Journal of Regional Security, 137–152. <https://doi.org/10.11643/issn.2217-995X132PPF34>
- Neyazi, A., Padhi, B. K., Mohammadi, A. Q., Ahmadi, M., Erfan, A., Bashiri, B., Neyazi, M., Ishaqzada, M., Noormohammadi, M., & Griffiths, M. D. (2023). Depression, anxiety and quality of life of Afghan women living in urban areas under the Taliban government: a cross-sectional study. BMJ Open, 13(8), e071939–e071939. <https://doi.org/10.1136/bmjopen-2023-071939>
- Olmo, G. D. (2021b). Talibans en Afghanistan : En quoi consiste L’Accord de Doha signé entre l’administration trump et les talibans et pourquoi il a été déterminant pour le retour au pouvoir des Islamistes ? BBC News Afrique. <https://www.bbc.com/afrique/monde-58259138>

- Perreault L.-J. (2022). Six mois de régime Taliban: Perdre l’Afghanistan. La Presse. <https://www.lapresse.ca/international/chroniques/2022-02-12/six-mois-de-regime-taliban/perdre-l-afghanistan.php>
- Rashid, A. (2010). Le retour des taliban. *Outre-terre: revue française de géopolitique*, 24(1), 213-233. <https://doi.org/10.3917/oute.024.0213>
- Reforming Afghanistan’s Broken Judiciary. (2010). In Policy File. International Crisis Group.
- Ridout, C. F. (1975). Authority Patterns and the Afghan Coup of 1973. *Middle East Journal*, 29(2), 165–178. <http://www.jstor.org/stable/4325356>
- Sayed, A. (2021). Analysis: How are the Taliban organized? Voice of America. <https://www.voanews.com/a/us-afghanistan-troop-withdrawal-analysis-how-are-taliban-organized/6219266.html>
- Schu, A. (2013). De l’insuffisance de la victoire militaire : une analyse politique du modèle afghan de la guerre. *Études internationales (Québec)*, 44(4), 597–619. <https://doi.org/10.7202/1024653ar>
- Schwenoha, S. (2021). Anthony Cordesman: Learning from the war: “Who lost Afghanistan?” versus Learning “Why We Lost”. Washington D.C.: Center for Strategic and International Studies, August 2021. *SIRIUS – Zeitschrift für Strategische Analysen*, 5(4), 441-442. <https://doi.org/10.1515/sirius-2021-4022>
- Sharma, R. (2009). Afghanistan in 2009: The First Quarter. Institute of Peace and Conflict Studies. <http://www.jstor.org/stable/resrep08997>
- Shortridge, A. (2021). The U.S. War in Afghanistan twenty years on: Public opinion then and now. Council on Foreign Relations. <https://www.cfr.org/blog/us-war-afghanistan-twenty-years-public-opinion-then-and-now>
- Stenersen, A. (2017). Al-Qaida’s Dual Strategy. Dans *Al-Qaida in Afghanistan* (pp. 165-175). Cambridge University Press. doi:10.1017/9781139871501.011
- Šupová, K., & Kraus, J. (2021). UNAMA Mission in Afghanistan: Challenges, problems and causes of failure. *Obrana a Strategie*, 21(2), 67–88. <https://doi.org/10.3849/1802-7199.21.2021.02.067-088>
- The Aviationist: NATO Special Operations Command: Taliban “Red Unit” Commander Killed in Air Strike. Here’s The Video. (2017). Dans *Newstex Trade & Industry Blogs*. Newstex.
- The Memorial. (n.d.) National September 11 Memorial & Museum. <https://www.911memorial.org/visit/memorial>

- The United States Government. (2021, April 14). Remarks by president Biden on The way forward in Afghanistan. The White House. <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2021/04/14/remarks-by-president-biden-on-the-way-forward-in-afghanistan/>
- The USAID/Afghanistan plan for transition 2015-2018. (2016). <https://www.usaid.gov/sites/default/files/The-USAID-Afghanistan-Plan-for-Transition-2015-2018-FINAL-08-2016.pdf>
- Tripathi, D. (2023). Afghanistan and the Vietnam syndrome: comparing US and Soviet wars. Springer. <https://doi.org/10.1007/978-3-031-23555-9>
- UNODC. (2001). Comment l'Afghanistan est-il devenu l'un des premiers producteurs mondiaux d'opium illicite? Tendances mondiales des drogues illicites. https://www.unodc.org/pdf/report_2001-06-26_1_fr/analysis_afghanistan.pdf
- United Nations. (2021). L'envoyée de l'ONU pour l'afghanistan appelle à ne pas abandonner les Afghans malgré la prise de pouvoir par les Talibans. ONU Info. <https://news.un.org/fr/story/2021/11/1108902>
- U.S. Department of State. (2022). U.S. Department of State. <https://www.state.gov/translations/french/les-etats-unis-annoncent-une-aide-humanitaire-pour-lafghanistan/#:~:text=Les%20États%2DUnis%20fournissent%20près,pour%20aider%20le%20peuple%20afghan>
- Vice Admiral Shekhar Sinha (Retd). (2021). Geopolitical Shifts Could Unfold Post T-Afghanistan. Dans SP's MAI. Athena Information Solutions Pvt. Ltd.
- What is the EU's response to the crisis in Afghanistan - consilium. (2024). Conseil de l'Union européenne. <https://www.consilium.europa.eu/en/policies/afghanistan-eu-response/>
- World Bank. (n.d.). Afghanistan. Afghanistan - Place Explorer - Data Commons. https://datacommons.org/place/country/AFG?utm_medium=explore&mprop=count&popt=Person&hl=en
- Yung, J. (2007). Afghanistan, les Talibans. Service d'information et de recherche parlementaires.